

Insee Dossier

Réunion



Bilan économique 2013

La croissance reste faible

Insee Dossier

Réunion



Bilan économique 2013

La croissance reste faible

INSEE DOSSIER RÉUNION N° 1

ISSN en cours
ISBN 978-2-11-138241-1
RÉF. DOSSIER1REUNION
Dépôt légal : 787

Insee Réunion
Parc technologique de Saint-Denis
10, rue Demarne
CS 72011
97443 Saint-Denis cedex 9

Directrice de publication : **Valérie Roux**
Rédactrice en chef : **Claire Grangé**
Conception Graphique : **Design System**
Impression : **Print 2000**

© Insee 2014

Retrouvez cette publication sur le site de l'Insee à La Réunion : www.insee.fr/reunion

- 4 ❖ **Cadrement national et international**
Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise
Laurent Clavel, Insee
- 6 ❖ **Économie régionale**
La croissance reste faible en 2013
Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee
- 8 ❖ **Consommation-revenus**
Le pouvoir d'achat par habitant stagne en 2013
Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee
- 10 ❖ **Prix**
Les prix à la consommation augmentent de 1,4 %
Philippe Paillote, Insee
- 12 ❖ **Commerce extérieur**
Les échanges extérieurs ralentissent
Julie Boé, Insee
- 15 ❖ **Entreprises**
La création d'entreprises ne repart pas
Claude Touzet, Insee
- 16 ❖ **Emploi**
La croissance de l'emploi salarié marchand ralentit
Daniel Ah-Son, Insee
- 18 ❖ **Contrats aidés**
Des contrats aidés plus longs et une forte montée en charge des emplois d'avenir
Pascale Fauvet, Dieccte
- 19 ❖ **Demande d'emploi**
La demande d'emploi ralentit en 2013
Pascale Fauvet, Dieccte
- 20 ❖ **Minima sociaux**
Les allocataires de minima sociaux toujours plus nombreux
Véronique Daudin, Stéphanie Lieutier, Insee
- 22 ❖ **Agriculture**
Nouvelle baisse des revenus agricoles
Lionel Levet, Daaf
- 24 ❖ **BTP**
L'activité se contracte de nouveau en 2013
Murielle Pougavanon Legros, Julien Javary, CERBTP
- 26 ❖ **Artisanat**
L'alimentation et les services progressent
Nadjib Vali, CMA
- 28 ❖ **Tourisme**
La fréquentation baisse pour la deuxième année consécutive
Françoise Legros, Insee
- 30 ❖ **Système bancaire**
L'activité des banques se redresse progressivement
Agence IEDOM Réunion
- 32 ❖ **Maurice**
La croissance stagne à Maurice
Set Fong Cheung Tung Shing, Statistics Mauritius
- 34 ❖ **Contexte océan Indien**
L'activité économique dans la zone océan Indien est proche de la croissance mondiale
Hervé Le Grand, Insee



Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Dans les économies avancées, la progression de l'activité reste modeste en 2013 comme en 2012 (+ 1,3 % après + 1,4 %). Cette croissance limitée masque un profil trimestriel marqué : l'activité a stagné durant les trois derniers trimestres 2012, alors que depuis début 2013, elle progresse vigoureusement.

Dans les économies émergentes, l'activité pâtit des turbulences monétaires et des forts mouvements de change qui les ont accompagnées.

Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau sous l'effet de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013. Au sein de la zone les hétérogénéités restent néanmoins fortes.

En France, l'économie n'accélère pas

L'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de + 0,3 %, comme en 2012, après une croissance de 2,1 % en 2011.

Le principal contributeur à la croissance du PIB est la demande intérieure.

La consommation des ménages progresse de 0,2 % après avoir reculé de 0,5 % en 2012, aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui avait reculé de 0,9 % en 2012. En effet, si le revenu des ménages accélère à peine, l'inflation baisse en revanche nettement (+ 0,6 % en moyenne annuelle en 2013 après + 1,4 % en 2012).

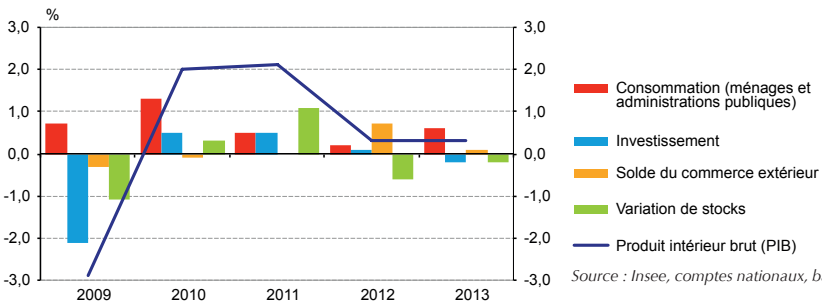
La demande intérieure est de plus soutenue par la progression des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 2,6 % en 2013, après + 2,8 % en 2012).

L'investissement public progresse également, de 1,0 % après + 1,6 % en 2012. En revanche, l'investissement des entreprises non financières se replie en 2013 (- 0,9 % après + 0,1 %) et l'investissement des ménages continue de baisser fortement (- 3,1 % après - 2,2 %). Au total, l'investissement baisse de 1,0 % alors qu'il avait légèrement progressé en 2012 (+ 0,3 %).

Ainsi, la contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB s'élève à + 0,4 point, après + 0,3 point en 2012.

Par branche, l'activité de l'industrie manufactu-

❖ Graphique 1 - Évolution du PIB en France en volume et contributions à cette évolution



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

rière recule une nouvelle fois en 2013 (- 0,8 % après - 2,2 % en 2012). La production d'énergie-eaux-déchets progresse mais ralentit (+ 1,2 % en 2013 après + 2,1 % en 2012). La baisse de la production dans la construction se poursuit en 2013 (- 1,4 % après - 1,7 % en 2012). La production de services marchands continue de progresser mais ralentit légèrement (+ 0,7 % après + 0,9 % en 2012), de même que celle des services non marchands (+ 1,5 % après + 1,6 % en 2012).

Le pouvoir d'achat des ménages se stabilise et leur consommation progresse légèrement

En 2013, le pouvoir d'achat du revenu des ménages se stabilise alors qu'il reculait en 2012, principalement en raison de la moindre infla-

tion. La consommation progresse faiblement (+ 0,2 %) après avoir reculé en 2012 (- 0,5 %). En particulier, les dépenses en biens manufacturés continuent de se replier (- 0,8 %) après la chute de 2012 (- 1,5 %).

Un moindre recul de l'emploi en 2013

L'emploi marchand recule en 2013 (- 0,7 %), en lien avec la faiblesse de l'activité. L'emploi total recule toutefois plus légèrement (- 0,3 %, alors qu'il s'était stabilisé en 2012) du fait de la progression de l'emploi non marchand (+ 0,4 %), soutenue par le dynamisme des emplois aidés. Le taux de chômage progresse en moyenne annuelle (+ 9,9 % après + 9,4 %).

Date de publication : mai 2014
Laurent Clavel, Insee

❖ Tableau 1- Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2013			
	2011	2012	2013	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	2,1	0,3	0,3	2 113,7	0,8	1,1	0,3
Importations	6,3	-1,3	1,7	629,1	-1,6	0,1	-0,5
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,1	0,6	1 498,4	0,6	1,2	0,4
- <i>dépense des ménages</i> ¹	0,4	-0,5	0,2	1 126,4	0,6	0,8	0,1
- <i>dépense individualisable des administrations</i>	1,4	1,8	2,1	328,6	0,4	2,5	0,3
Consommation collective des administrations publiques ²	0,4	1,5	1,6	181,3	0,6	2,3	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	2,1	0,3	-1,0	466,9	0,4	-0,6	-0,2
- <i>entreprises non financières</i>	3,9	0,1	-0,9	251,2	0,5	-0,4	-0,1
- <i>ménages</i>	1,0	-2,2	-3,1	107,9	0,2	-2,9	-0,2
- <i>administrations publiques</i>	-4,4	1,6	1,0	85,6	0,4	1,4	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	1,1	-0,6	-0,2	-1,7	///	///	-0,2
Exportations	6,9	1,1	2,2	597,8	-0,4	1,8	0,6

1. Y compris institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

2. Hors ISBLSM

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010



La croissance reste faible en 2013

En 2013, le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion augmente en volume de 0,7 %, comme en 2012. L'augmentation des prix du PIB [encadré] est estimée à 0,9 % sur l'année : elle ralentit nettement par rapport à 2012 (+ 1,8 %). Le PIB en valeur est ainsi en hausse de 1,6 % après + 2,4 % en 2012.

Après des années 2009 et 2010 marquées par un recul de la croissance, l'activité économique s'est timidement redressée en 2011 (+ 1,2 %). Depuis 2012, la croissance se maintient à un niveau très inférieur à celui d'avant crise (années 2000 à 2007).

En France, le PIB croît de 0,3 % en volume, après une année de croissance déjà modeste en 2012 (+ 0,3 %).

Sous l'effet de l'augmentation encore forte de la population réunionnaise, le PIB par habitant est stable en volume (- 0,1 %). La consommation des ménages réunionnais s'essouffle et progresse de 1,0 % en 2013. Néanmoins, la consommation des administrations (+ 2,1 %) prend le relais de celle des ménages tandis que l'investissement amorce une légère reprise.

L'investissement redémarre timidement mais la consommation ralentit

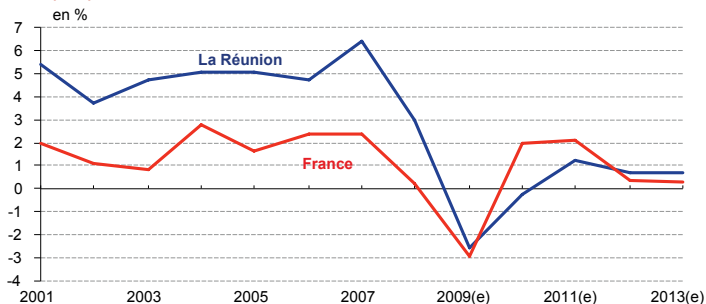
Contraintes par la faible hausse des salaires

en 2013, les dépenses de consommation des ménages progressent de 2,4 % après une augmentation de 3,1 % en 2012. La hausse des prix se renforce légèrement (+ 1,5 % après + 1,1 %) et limite la hausse de la consommation des ménages en volume. Elle progresse de 1,0 % en 2013 soit moitié moins qu'en 2012. La consommation des ménages reste pourtant un moteur important de l'activité économique réunionnaise et contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance. La consommation des administrations se renforce (+ 2,1 % en volume) et prend ainsi le relais de celle des ménages.

Après le recul de 2012, l'investissement repart timidement à la hausse (+ 0,5 % en volume). Sa contribution à la croissance réunionnaise reste très faible (0,1 point). Les investissements en biens d'équipement, qui sont essentiellement des biens importés, bénéficient d'un léger recul des prix et progressent ainsi en volume de 0,8 % en 2013.

L'investissement en produits du BTP augmente très faiblement en volume (+ 0,2 %). Dans la construction, l'activité reste en berne avec, en 2013, un nouveau recul du chiffre d'affaires de la filière. L'activité autour du logement, qui avait résisté en 2012, semble fléchir cette année : le nombre de logements neufs certifiés conformes par le Consuel diminue en effet de 5,8 % sur un an.

❖ Graphique 1- Taux de croissance en volume à La Réunion et en France



Source : Insee, comptes nationaux ; comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ; Cerom, comptes rapides 2008-2013

(e) estimation

Contraction des échanges extérieurs

Après une année 2012 décevante, la fréquentation touristique poursuit sa baisse en 2013 (- 6,8 %) et retrouve ainsi son niveau des années 2009-2010. Malgré une durée moyenne du séjour stable et une dépense moyenne par personne en légère augmentation (+ 3 %), les touristes ont dépensé seulement 303 millions d'euros à La Réunion soit une baisse de 3,6 % sur un an.

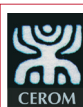
Le montant des importations diminue de 4,6 %. Compte-tenu du léger repli du prix des produits importés, la baisse des importations est un peu plus contenue en volume (- 3,4 %). Les importations de biens de consommation non durables et de produits agricoles se maintiennent. En revanche, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires, principalement destinés aux entreprises, reculent (respectivement -4,0 % et -7,6 %).

Pour la première fois depuis 2009, les exportations réunionnaises se contractent. Toutefois, le renvoi de cargaisons de carburant non conformes avait artificiellement gonflé le montant des exportations en 2012. Si l'on exclut cet événement, les exportations sont en légère augmentation (+ 0,5 %).

Un marché du travail atone

La croissance de l'emploi salarié marchand ralentit nettement en 2013 (+ 0,4 % après + 1,9 %). Soutenu par l'augmentation de la population active, le nombre de Réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A poursuit la hausse entamée en 2008, mais ralentit nettement en 2013 (+ 1,3 % après + 8,8 % en 2012). Le taux de chômage reste stable à 29 %.

Bérangère Duplouy, Gaëlle Rabaey, Insee



Comptes Rapides pour l'Outre-mer (Cerom)
Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

❖ **Tableau 1 - Le PIB à La Réunion et ses principales composantes en 2013**

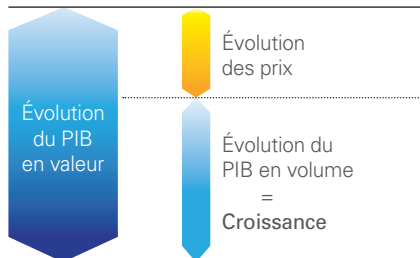
	2013* (en milliards d'euros)	Évolution 2012/2013 en %		
		Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut	16,29	0,7	0,9	1,6
Consommation des ménages	11,15	1,0	1,5	2,4
Consommation des administrations publiques	6,00	2,1	0,6	2,7
Investissement	3,38	0,5	-0,2	0,3
Importations de biens	4,61	-3,4	-1,2	-4,6
Exportations de biens	0,47	-2,2	0,3	-1,9
Dépense des touristes	0,30	-4,7	1,1	-3,6

Source : Cerom, comptes rapides

(e) estimation

Comment mesure-t-on la croissance ?

Le Produit intérieur brut (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées donc des richesses créées par les producteurs résidents à La Réunion. La croissance correspond à l'augmentation du PIB une fois neutralisée la variation des prix. Elle fait référence à l'augmentation des quantités produites, c'est-à-dire à l'augmentation du PIB en volume. L'indice des prix utilisé pour le calcul de la croissance mesure l'évolution des prix de la consommation (ménages, administrations et associations), de l'investissement et du commerce extérieur. Il diffère ainsi de l'indice des prix à la consommation (IPC) publié mensuellement par l'Insee et qui reflète uniquement l'évolution des prix du « panier de la ménagère ».



Pour en savoir plus : www.insee.fr/fr/publications-et-services/insee-bref/pdf/insee-en-bref-PIB-croissance.pdf



L

Le pouvoir d'achat par habitant stagne en 2013

La progression du revenu disponible brut des ménages (RDBM¹) fléchit en 2013. En valeur, le RDBM croît de 2,5 % après 3,2 % en 2012 : il s'agit de l'évolution la plus faible de ces vingt-cinq dernières années après l'année 2009. De plus, le prix de la dépense de consommation finale augmente plus rapidement en 2013 (+ 1,5 % contre + 1,1 %). Au final, le RDBM progresse seulement de 1,1 % en volume soit environ moitié moins vite qu'en 2012. Compte-tenu de l'augmentation de la population réunionnaise, le pouvoir d'achat par habitant stagne (+ 0,3 %).

En France, le revenu disponible brut des ménages se stabilise (+ 0,6 % en valeur). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale décélère (+ 0,6 % en 2013 après + 1,4 % en 2012). Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages stagne (0,0 %) après le net recul de 2012 (- 0,9 %). En tenant compte de la croissance de la population, le pouvoir d'achat par habitant se replie encore de 0,4 % en France (après - 1,4 % en 2012).

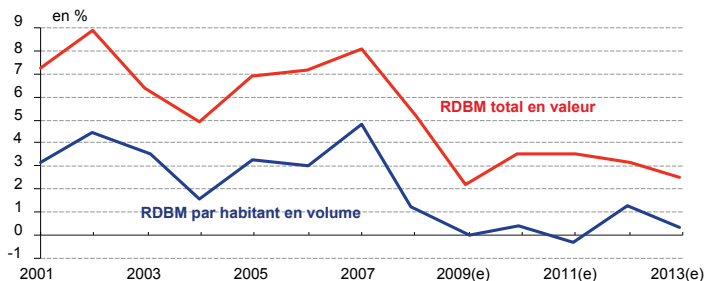
Une masse salariale atone

Composante principale du revenu, la masse salariale distribuée par les entreprises marchandes (hors agriculture et pêche) fléchit en 2013. Elle augmente seulement de 2,3 % soit un rythme de progression historiquement bas. Ce ralentissement touche tous les secteurs. La construction a, en particulier, connu une année difficile avec un recul de sa masse salariale de 4,6 %. Dans le secteur public, la masse salariale progresse de 2,0 % en 2013. La hausse des effectifs dans l'Éducation nationale contribue seule à cette progression. Dans l'ensemble, la masse salariale totale croît de 2,1 % après 2,8 % en 2012.

Les prestations sociales (hors allocations logement et remboursements de sécurité sociale) représentent environ 30 % du revenu disponible brut des Réunionnais. Leur montant augmente de 2,8 % en 2013 après + 4,9 % en 2012.

Le montant des prestations versées par la Caisse d'allocations familiales (hors logement) atteint 1,3 milliard d'euros en 2013. Cette progression de 4,6 % (après + 3,1 % en 2012) s'explique à la fois par l'augmentation du

❖ Graphique 1- Évolution du revenu disponible des ménages à La Réunion



(e) estimation

Source : Insee, comptes nationaux ; comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ; Cerom, comptes rapides 2008-2013

1- Le revenu disponible brut des ménages est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

nombre de bénéficiaires et par la revalorisation du montant des prestations. La dégradation du marché du travail participe largement à la hausse du nombre d'allocataires, notamment du revenu de solidarité active (RSA) ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

Poussée du RSA

Le RSA (socle et/ou activité, y.c. activité seul), en place depuis début 2011, concerne plus de 110 000 Réunionnais. Son nombre d'allocataires augmente de 7,3 % en 2013 entraînant une hausse de 8 % du montant total du RSA versé à La Réunion.

L'augmentation des prestations versées par l'Assedic (+ 1,6 %) témoigne également de la morosité du marché du travail réunionnais. La demande d'emploi enregistrée par Pôle emploi est en hausse de 1,3 % par rapport à 2013.

Le dispositif de revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA), qui complète les revenus bruts inférieurs à 1,4 fois le Smic, cesse d'exister fin 2013. La mise en place de conditions d'attribution plus restrictives dès 2012 et la fin programmée du dispositif expliquent que les montants de RSTA versés en 2013 soient divisés par deux par rapport à 2012 (- 23 millions d'euros).

Le montant des retraites versées en 2013 ralentit (+ 3,4 %) après deux années de forte augmentation en 2011 (+ 7,1 %) et 2012 (+ 7,2 %).

❖ **Tableau 1- Évolution du revenu disponible des ménages**

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
La Réunion 2012-2013 ^(e)	2,5	1,1	1,7	0,3
France 2012-2013	0,6	0,0	0,2	-0,4

Source : Insee, *comptes nationaux* ; Cerom, *comptes rapides*.
(e) estimation

Le montant des retraites versées s'établit à 1,3 milliard d'euros en 2013.

La consommation des ménages faiblit

La consommation des ménages ralentit en 2013. Elle progresse de 2,4 % en valeur après une hausse de 3,1 % en 2012. L'inflation un peu plus soutenue qu'en 2012 limite l'augmentation de la consommation des ménages en volume à 1,0 %. Il s'agit de la plus faible progression depuis 2009.

La consommation des ménages impacte directement les importations de biens de consommation non durables qui progressent timidement cette année (+ 1,4 % en valeur après + 5,5 % en 2012). Les importations de produits agricoles poursuivent leur augmentation pour la quatrième année consécutive. Les produits de l'industrie textile et de l'habillement se maintiennent (+ 3,7 %) de même que ceux des industries agroalimentaires (+ 2,6 %). En revanche, les importations de produits pharmaceutiques reculent.

La baisse est encore plus marquée du côté des biens de consommation durables. Les importations de produits informatiques (hors ordinateurs), électroniques et optiques grand public chutent de 15,4 % sur un an tandis que les importations de meubles sont en retrait de 5,8 %. Les importations de véhicules de tourisme cèdent également (- 6,3 % après + 5 %).

Le montant des importations d'énergie (carburant et charbon) recule nettement (- 16 %). Cette baisse s'explique par celle des volumes importés et celle des prix. L'importation de produits énergétiques reste pourtant prépondérante à La Réunion et représente près de 14 % des importations totales.

Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee



Les prix à la consommation augmentent de 1,4 %

À La Réunion, les prix à la consommation des biens et services augmentent en moyenne de 1,4 % en 2013. Cette inflation annuelle moyenne est plus forte qu'en 2012 (+ 0,9 %). Elle est aussi plus forte que celle de la France (+ 0,9 %).

Tous les grands postes de consommation contribuent à la hausse des prix, en particulier les produits alimentaires et l'énergie. Ces deux postes portent 74 % de l'inflation en 2013. Les prix des produits manufacturés repartent à la hausse. La contribution des services à l'inflation continue de diminuer (0,1 point après 0,4 point en 2012 et 0,9 point en 2011). L'augmentation des prix du tabac reste élevée.

Forte hausse des produits alimentaires frais

Les prix de l'alimentation augmentent toujours fortement (+ 3,3 %, après + 2,7 % en 2012), deux fois plus rapidement qu'en France en 2013. L'accélération des prix des produits alimentaires s'explique par la forte hausse des prix des produits frais (+ 11,2 %). Des conditions climatiques difficiles tout au long de l'année 2013 ont pesé sur le prix des légumes frais (+ 15,3 %) et dans une moindre mesure sur les prix des fruits frais (+ 6,5 %). Hors produits frais, la hausse des prix de l'ali-

mentation est moins forte qu'en 2012 (+ 2,3 % en 2013 après + 3,0 %). Toutefois, elle contribue pour 0,4 point à l'inflation générale à La Réunion.

Les prix de l'énergie repartent à la hausse

Les prix de l'énergie augmentent en moyenne de 5,9 % après + 0,1 % en 2012. Cette reprise s'explique surtout par le bond de 26,4 % du prix de la bouteille de gaz suite à la fin du blocage de son prix à 15 euros début 2013. Les tarifs de l'électricité augmentent également de 6,1 % en 2013. En revanche, les prix des carburants diminuent légèrement (- 0,3 % après + 3,2 % en 2012).

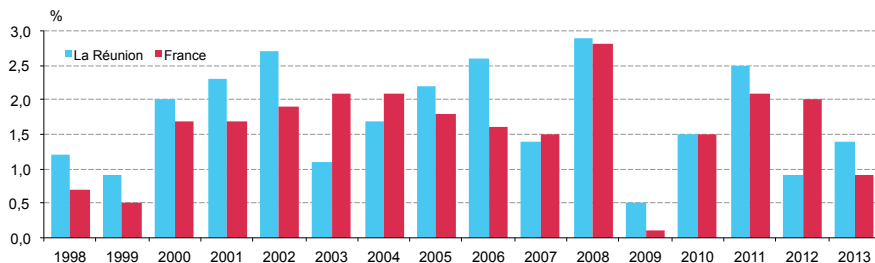
Au final, l'énergie contribue pour 0,5 point à l'inflation générale à La Réunion.

Rebond des prix des produits manufacturés

Les prix des produits manufacturés augmentent en moyenne de 0,6 % en 2013 après avoir diminué de 0,2 % en 2012. Ils pèsent pour un tiers des dépenses des Réunionnais mais contribuent à la hausse de l'inflation générale pour 0,2 point seulement.

Ce rebond s'explique par la hausse des prix du poste habillement et chaussures (+ 1,7 % en

❖ Graphique 1 - Évolution de l'indice des prix à La Réunion et en France



Source : Insee, indices des prix à la consommation

2013 après - 2,6 % en 2012). Les prix des autres produits manufacturés augmentent plus modérément (+ 0,3 %). Cette hausse s'explique par la progression des prix des autres biens personnels (+ 1,4 %) et celle des prix des produits de l'entretien et réparation courante du logement (+ 5,4 %). Cette hausse serait plus importante sans la baisse des prix des automobiles neuves et d'occasion (- 0,3 %) et des équipements audiovisuels, photographiques et informatiques (- 2,5 %).

Moins d'inflation dans les services

Les services représentent 41 % des dépenses des Réunionnais mais contribuent faiblement à l'inflation en 2013 (0,1 point).

La baisse entamée en 2012 se poursuit en 2013 sur les prix des services de communication (- 6,2 % après - 3,4 %) et des services financiers (- 7,6 % après - 10,7 %). Celle-ci est

également renforcée cette année par la baisse des prix des assurances (- 2,1 %).

Mais le poste « loyer, eau et enlèvement des ordures » est en hausse de 2,1 %. Comptant pour 10 % des dépenses de consommation, il contribue pour 0,2 point à l'inflation totale.

Les prix des transports aériens de voyageurs augmentent de 2,1 % en 2013 après - 0,4 % en 2012. Ils contribuent à l'inflation pour 0,1 point.

Un tabac plus cher

Le coût du tabac augmente une nouvelle fois très fortement (+ 6,4 % après + 9,4 % en 2012). Mais le tabac ne représente que 1 % des dépenses totales, son impact sur l'inflation est faible (+ 0,1 point).

Philippe Paillole, Insee

❖ **Tableau 1-** Indices des prix : moyennes annuelles et contributions à l'inflation

	Pondérations	Variation des moyennes annuelles de 2012 à 2013 (en %)		Contributions à l'inflation à La Réunion en 2013	
		La Réunion	France	en point	en %
Ensemble	10 000	1,4	0,9	1,4	100
Alimentation hors tabac	1 748	3,3	1,4	0,6	41
Produits frais	188	11,2	4,4	0,2	15
Alimentation hors produits frais	1 560	2,3	0,9	0,4	26
Tabac	121	6,4	6,8	0,1	6
Produits manufacturés	3 247	0,6	-0,4	0,2	13
Habillement et chaussures	697	1,7	0,9	0,1	9
Produits de santé	134	-0,6	-3,4	0,0	-1
Autres produits manufacturés	2 416	0,3	0,1	0,1	5
Énergie, dont :	780	5,9	0,8	0,5	33
Produits pétroliers	521	5,8	-2,3	0,3	21
Services	4 104	0,2	1,2	0,1	7
Loyer, eau et enlèvement des ordures	1 000	2,1	1,8	0,2	15
Services de santé	172	1,0	0,8	0,0	1
Transports et communications	989	-2,3	-4,2	-0,2	-16
Autres services	1 943	0,5	2,1	0,1	7
Ensemble hors énergie	9 219	1,0	0,9	0,9	67
Ensemble hors tabac	9 879	1,3	0,7	1,3	94

Source : Insee, indices des prix à la consommation



Les échanges extérieurs ralentissent

En 2013, La Réunion a importé 4,4 milliards d'euros de biens et en a exporté pour près de 300 millions d'euros. Les montants des importations et des exportations reculent respectivement de 4,9 % et de 3,5 %.

Les biens de consommation non durables constituent une large partie des importations (31 %), composés essentiellement de denrées alimentaires, boissons et tabac, de produits pharmaceutiques et textiles [tableau 1].

La Réunion importe également de nombreux biens d'équipement (25 % des importations) destinés à la production des entreprises locales : matériel de transport tels que des voitures, remorques ou conteneurs (10 % du montant des importations), machines (6 %), ou produits informatiques, électroniques ou optiques (5 %). Les biens intermédiaires représentent 20 % des importations, comme les produits en caoutchouc ou plastique (5 % des importations), ou ceux issus de la métallurgie (4 %). L'importation de produits énergétiques - carburant ou charbon - reste importante en 2013 et représente 14 % du montant total des importations, dont 12 % pour le seul carburant.

Les biens de consommation durables, comme les produits informatiques grand public, les appareils ménagers ou les meubles, pèsent peu : 5 % des importations réunionnaises, dont 2 % pour les meubles.

Moins d'importations à destination des entreprises

Contrairement aux années précédentes, le montant total des importations recule sur un an, de 4,9 %. Le montant des importations de carburant diminue fortement de 15 %, notamment suite à une baisse des prix à l'importation. La Réunion importe également moins de biens intermédiaires (- 8 %) avec des baisses remarquables pour les équipements électriques et les produits métalliques, informatiques, optiques ou électroniques.

❖ Tableau 1 - Répartition des importations réunionnaises selon les types de produits

	2013 (millions d'€)	Part (en %)	Évolution 2013 / 2012 (en %)
Ensemble des importations	4 426	100,0	-4,9
Produits agricoles, sylvicoles	109	2,5	2,4
Biens d'équipement, dont :	1 120	25,3	-4,0
Informatique, électronique et optique	213	4,8	9,3
Industrie automobile	418	9,5	-4,2
Machines et équipements	270	6,1	1,4
Biens de consommation durables	229	5,2	-5,2
Biens de consommation non durables, dont :	1 384	31,3	1,4
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	702	15,8	2,6
Biens intermédiaires, dont :	909	20,5	-7,6
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	239	5,4	-2,3
Énergie	598	13,5	-16,0
Autres produits	76	1,7	1,6

Source : Douanes

La baisse marquée des importations de matériels de transports explique celle des biens d'équipement (- 4 %). La Réunion avait en effet importé plusieurs thoniers en 2012, et aucun investissement de ce type n'a été réalisé en 2013.

À l'inverse, le montant des importations de biens de consommation non durables augmente de nouveau en 2013 (+ 1,4 %). Les denrées alimentaires comme la viande (+ 5 %) ou les produits laitiers (+ 11 %) portent cette hausse des importations, soutenue par une légère hausse des prix des biens des industries agroalimentaires en 2013.

Enfin, le montant des importations des biens de consommation durables diminue de 5 % en 2013.

80 % des importations réunionnaises viennent de France ou d'Asie

La France métropolitaine reste en 2013, et pour tous les produits hors énergie, le principal fournisseur de La Réunion, avec 58 % du montant total des importations [tableau 2].

La Réunion se fournit également auprès de l'Asie (21 %), principalement à Singapour et en Chine. Le premier vend à La Réunion du carburant, le second des biens d'équipements ou des biens intermédiaires. En 2013, la Côte d'Ivoire se place aussi comme fournisseur d'énergie en vendant du fuel destiné à la production électrique.

L'Union européenne (UE) fournit 13 % des importations de La Réunion, avec comme principaux acteurs l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. La Réunion leur importe des voitures, des machines et des denrées alimentaires.

❖ **Tableau 2- Répartition des fournisseurs de La Réunion**

	2013 (millions d'€)	Part (en %)	Évolution 2013 / 2012 (en %)
Ensemble des importations	4 426	100,0	-4,9
France métropolitaine	2 544	57,5	1,4
Asie, dont :	939	21,2	-21,4
Singapour	436	9,8	-19,3
Chine	243	5,5	-18,2
UE (hors France), dont :	574	13,0	0,3
Allemagne	127	2,9	-20,6
Italie	89	2,0	-0,4
Espagne	81	1,8	10,3
Afrique, dont :	168	3,8	7,3
Afrique du Sud	93	2,1	-22,5
Côte d'Ivoire	42	1,0	670,0
Îles océan Indien ¹	52	1,2	-9,8
Reste du monde	150	3,4	-7,2

1. Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles, Mayotte
Source : Douanes

Les importations en provenance de pays proches géographiquement sont marginales, à l'exception de l'Afrique du Sud (2 % du montant des importations), fournisseur notamment de charbon.

Le sucre et les poissons soutiennent les exportations

La Réunion exporte en grande majorité des biens de consommation non durables et plus précisément des denrées alimentaires ou des boissons (61 %). Le sucre pèse pour 26 % dans le montant total des exportations réunionnaises, les produits issus de la mer pour 23 %, et le rhum pour 6 % [tableau 3]. Les denrées alimentaires confirment leur succès à l'exportation.

La Réunion vend aussi des biens d'équipement (14 % du montant des exportations), et des biens intermédiaires (10 %) : véhicules d'occasion, aliments pour les animaux ou produits issus de la métallurgie. Enfin, La Réunion exporte des déchets valorisables (7,5 %).

La baisse des exportations dépend de faits exceptionnels en 2012

Le montant des exportations réunionnaises diminue de 3,5 % sur un an, suite à un événement exceptionnel en 2012. En effet, des renvois de cargaisons de carburant non conformes avaient artificiellement gonflé le montant des exportations en 2012. En excluant cet effet, le montant des exportations est en très légère hausse (+ 0,5 %).

Le montant à l'exportation des biens de consommations non durables augmente (+ 6 %) : les exportations de poissons et de sucre progressent en partie en lien avec l'augmentation des prix. A *contrario* les exportations réunionnaises de rhum diminuent en valeur (- 11 %).

De même, le montant des exportations de biens de consommation durables augmente (+ 31 %), ce qui correspond en volume à 2 millions d'euros supplémentaires. La vente de produits informatiques et électroniques grand public, particulièrement faible en 2012, explique cette hausse en 2013.



Enfin, le montant à l'exportation des biens d'équipements ou intermédiaires diminue (respectivement - 0,5 % et - 17 %).

❖ **Tableau 3** - Répartition des exportations réunionnaises selon les types de produits

	2013 (millions d'€)	Part (en %)	Évolution 2013 / 2012 (en %)
Ensemble des exportations	296	100,0	-3,5
Biens de consommation non durables, dont :	190	64,3	5,9
Sucre	77	25,8	6,5
Produits de la pêche transformés	69	23,4	4,0
Rhum	17	5,6	-10,7
Biens d'équipement, dont :	40	13,6	-0,5
Véhicules automobiles, carrosseries et remorques	15	5,0	-5,7
Biens intermédiaires, dont :	29	9,6	-16,9
Fabrication d'aliments pour animaux	10	3,4	-10,4
Biens de consommation durables, dont :	7	2,3	30,7
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	4	1,4	129,0
Autres produits, dont :	30	10,2	-35,8
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	22	7,5	-21,5

Source : Douanes

La France et l'Asie sont aussi les principaux clients

La Réunion exporte 32 % de ses biens vers la France métropolitaine, 24 % vers l'Asie, 21 % vers l'Union européenne et 7 % vers Mayotte [tableau 4]. Les exportations vers la France métropolitaine diminuent (- 8 %), principalement suite au renvoi d'une partie des cargaisons de carburant non conformes en 2012. La Réunion exporte principalement du sucre et du rhum vers la métropole (44 % des exportations).

Les exportations vers l'Asie, constituées essentiellement de produits de la mer, reculent également de 9 %. Vers Singapour, les retours de cargaisons de carburant non conformes en 2012 expliquent la chute des ventes, comme en métropole. Avec l'Inde, pays vers lequel sont exportés des déchets valorisables, les échanges se contractent (- 13 % en montant) en lien avec la baisse des prix des déchets.

Le montant des exportations vers les pays de l'Union européenne diminue légèrement (- 1,2 %). L'Espagne, qui achète du sucre, reste le premier client européen de La Réunion, cela malgré la baisse de ses achats (- 3 %).

Les exportations vers Mayotte progressent de 5 % en 2013. Les voitures (biens d'équipement) et les biens intermédiaires constituent 68 % de l'ensemble des exportations vers Mayotte.

Julie Boé, Insee

❖ **Tableau 4** - Répartition des clients de La Réunion

	2013 (millions d'€)	Part (en %)	Évolution 2013 / 2012 (en %)
Ensemble des exportations	296	100,0	-3,5
France métropolitaine	95	31,9	-7,5
Asie, dont :	72	24,4	-9,0
Inde	12	4,2	-13,0
Singapour	2	0,8	-62,1
Vietnam	31	10,6	25,5
UE (hors France), dont :	62	21,0	-1,2
Espagne	23	7,8	-3,1
Îles océan Indien¹, dont :	47	15,8	-2,7
Mayotte	21	7,0	5,0
Madagascar	16	5,5	-20,0
Maurice	9	2,9	31,9
Autres pays	20	6,9	43,5

1. Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles, Mayotte

Source : Douanes



La création d'entreprises ne repart pas

En 2013, 6 500 entreprises ont été créées à La Réunion, soit une baisse de 4,6 % en un an, après - 11 % en 2012 et - 6 % en 2011. Cette baisse s'explique par le repli marqué des créations sous le statut d'auto-entrepreneur (- 25 %). Au niveau national, le nombre total de créations baisse de 2 %. La création d'auto-entreprises recule également (- 11 %) mais moins fortement qu'à La Réunion.

Dans la région, 1 890 entreprises ont été créées sous forme de sociétés (- 2 % par rapport à 2012), et 4 600 sous forme d'entreprises individuelles (- 6 %), dont 1 870 auto-entreprises. Le fort recul de l'auto-entrepreneuriat a été compensé pour moitié par l'essor des autres créations individuelles (+ 14 %). Hors auto-entreprises, la création progresse de 7 %. Le taux de création¹ diminue de 1,4 point en 2013 pour atteindre 14,1 % (14,3 % en France). Au 3^e rang des régions françaises pour le taux de création en 2011, La Réunion glisse au 9^e rang en 2012 et au 12^e rang en 2013.

La création se replie dans l'ensemble des grands secteurs d'activité. Elle baisse à nouveau dans l'industrie (- 6,6 %), après la chute de 2012 (- 53 %) générée par l'arrêt du « boom photovoltaïque ». Dans l'industrie manufacturière, qui regroupe plus des deux tiers des entreprises industrielles, la création recule de 8 %.

La construction se replie une nouvelle fois (- 3 %), mais plus modérément qu'en 2012 (- 8 %). Dans le secteur du commerce (y compris réparation automobiles), le nombre de créations d'entreprises fléchit en 2013 (- 11 %) tout comme en 2012 (- 12 %). Dans le commerce de gros, il chute de 18 %. La baisse est un peu moins marquée dans le commerce de détail (- 9 %) et l'automobile (- 6 %). La création d'entreprises est stable dans les transports et entreposage, tandis qu'elle augmente dans l'hébergement et la restauration (536 créations, + 2 %). Avec plus de 3 000 entreprises créées en 2013, le secteur des « autres services² » est le plus gros pourvoyeur de créations. Celles-ci diminuent de 2 %, principalement dans l'enseignement (- 11 %), les activités de services administratifs et de soutien (- 8 %) et les activités immobilières (- 10 %). Elles progressent dans les activités de santé humaine et action sociale (+ 17 %) et les arts, spectacles et activités récréatives (+ 24 %).

En 2013, les créations d'auto-entreprises représentent 29 % de l'ensemble des créations (- 8 points en un an), contre 51 % en France (- 5 points). La Réunion reste au dernier rang des régions françaises pour la part de créations d'auto-entreprises, juste derrière la Guyane et les Antilles.

Claude Touzet, Insee

❖ **Tableau 1 - Évolution des créations d'entreprises à La Réunion**

	Nombre			%			
	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	Variation 2012/2011	Part auto-entreprises 2013	Taux de création ¹ 2013
Industrie	880	412	385	-6,6	-53,2	22,9	7,9
Construction	892	819	791	-3,4	-8,2	16,1	12,9
Commerce ; réparation automobiles	2 121	1 877	1 667	-11,2	-11,5	28,4	14,0
Transports et entreposage	124	107	107	0,0	-13,7	17,8	6,4
Hébergement, restauration	558	528	536	1,5	-5,4	16,8	17,5
Autres services ²	3 062	3 063	3 006	-1,9	0,0	35,7	16,3
Ensemble	7 637	6 806	6 492	-4,6	-10,9	28,8	14,1

1. Nombre de créations 2013 rapporté au stock d'entreprises au 1^{er} janvier 2013.

2. Information et communication, activités financières et d'assurance, activités immobilières, activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien, enseignement, santé humaine et action sociale, arts, spectacles et activités récréatives.

Source : Insee, Sirene



L

La croissance de l'emploi salarié marchand ralentit

En 2013, l'emploi salarié des secteurs marchands à La Réunion a continué de croître, mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes. Après un recul de 1,4 % au premier trimestre, l'emploi repart à la hausse sur le reste de l'année. Au final, son rythme de croissance annuel moyen s'établit à + 0,4 % en 2013 après + 1,9 % en 2012 et + 3,0 % en 2011. Toutefois l'emploi a mieux résisté qu'en France métropolitaine où il recule de 0,7 %.

Le secteur de l'industrie est le plus dynamique en matière d'emploi salarié en 2013 (+ 1,8 %)

malgré un ralentissement par rapport à 2012 (+ 2,2 %). La croissance de l'emploi industriel est essentiellement portée par le secteur agroalimentaire (+ 2,3 %), dont l'emploi augmente régulièrement depuis 2010. Dans l'hexagone, l'emploi industriel est encore en repli (- 1,8 %).

Les services marchands, qui représentent plus de la moitié des effectifs salariés régionaux, sont un moteur traditionnel de l'emploi. La croissance de l'emploi dans ce secteur fléchit néanmoins en 2013 (+ 1,1 %), après de bonnes performances en 2012 (+ 3,2 %) et 2011 (+ 5,1 %). Ce ralentissement est imputable aux activités scientifiques,

❖ **Tableau 1- Emploi salarié marchand à La Réunion en 2013**

en %

	Variation au cours du :				Poids dans l'emploi au T4 2013	Variation en moyenne annuelle		
						La Réunion		France métropolitaine
	1 ^{er} trim. 2013	2 ^e trim. 2013	3 ^e trim. 2013	4 ^e trim. 2013		2012 / 2011	2013 / 2012	2013 / 2012
Industrie dont :	-0,5	1,2	2,2	-0,9	11,9	2,2	1,8	-1,8
Agroalimentaire	-2,0	1,3	6,0	-1,7	4,7	3,6	2,3	0,2
Construction	1,5	0,6	-0,5	-2,8	10,8	-0,5	-4,2	-1,9
Commerce	-2,5	0,9	-0,4	1,4	22,1	-0,1	0,2	-0,5
Services marchands dont :	-1,7	2,0	1,3	1,6	55,2	3,2	1,1	-0,1
Transports et entreposage	2,2	2,0	0,8	0,4	6,9	2,3	4,1	-0,3
Hébergement et restauration	-2,8	1,7	0,9	3,1	5,1	4,7	1,5	-0,2
Information et communication	0,1	0,0	-2,4	-0,3	2,1	1,5	0,3	-0,4
Activités financières et d'assurance	-0,9	1,9	1,5	-0,9	3,6	4,2	2,1	0,3
Activités immobilières	-0,3	0,8	1,5	0,7	1,6	-0,8	0,8	-0,3
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien ¹	-4,5	2,4	1,1	1,7	14,5	3,2	-0,3	0,2
<i>dont activités de services, administratifs et de soutien²</i>	-5,5	2,9	1,2	2,3	10,1	2,4	-1,0	-0,1
Enseignement, santé humaine et action sociale	-0,6	1,9	1,8	3,2	13,7	5,5	3,7	0,8
Autres activités de services ³	-2,4	2,3	2,5	0,8	7,7	1,0	-2,8	-1,9
Ensemble	-1,4	1,5	0,8	0,8	100,0	1,9	0,4	-0,7

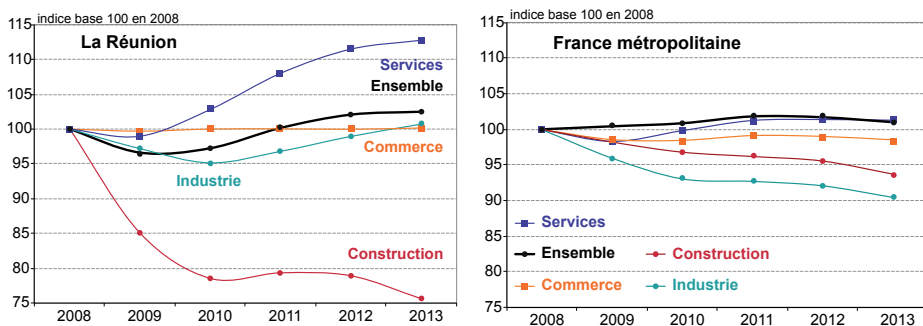
1. Les activités scientifiques et techniques regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle, de recherche développement et d'analyses techniques.

2. Les activités de services administratifs et de soutien regroupent les activités d'interim, les agences de voyage, la location et à la sécurité.

3. Les autres activités de services sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

Source : *Estimations d'emploi ; Données brutes pour La Réunion et CVS pour la France métropolitaine*

❖ **Graphique 1** - Évolution de l'emploi salarié marchand depuis 2008 par secteur



Source : Estimations d'emploi ; Données brutes pour La Réunion et CVS pour la France métropolitaine

techniques, administratives et de soutien qui se replie de 0,3 % en 2013. Ce secteur pâtit notamment du recul de l'emploi dans les services administratifs et de soutien, particulièrement fort au premier trimestre (- 5,5 %). Le regain de l'emploi intérimaire sur le reste de l'année n'a pas suffi à compenser les pertes du début d'année. Les emplois des autres activités de services sont également en net recul en 2013 (- 2,8 %), en raison notamment de la contraction des emplois aidés dans le secteur associatif au premier trimestre.

La croissance de l'emploi dans les transports et l'entreposage est particulièrement dynamique (+ 4,1 %), avec une hausse principalement concentrée sur le premier semestre.

Dans l'enseignement, la santé et l'action sociale, l'emploi reste également très bien orienté (+ 3,7 %). Les activités les plus porteuses concernent les services à la personne, notamment l'hébergement médicalisé des personnes âgées et l'aide à domicile.

Dans le secteur des activités financières et d'assurance, l'emploi progresse de 2,1 % en moyenne sur l'année, après + 4,2 % en 2012. La croissance de l'emploi ralentit également dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (+ 1,5 % après + 4,7 % en 2012), probablement en lien avec une conjoncture touristique morose qui a affecté le secteur en 2013.

L'emploi est particulièrement atone dans le commerce depuis plusieurs années. Il aug-

mente légèrement de 0,2 %, compensant les pertes de 2012 (- 0,1 %).

Pour la cinquième année consécutive, l'emploi se replie dans la construction (- 4,2 %). Ce secteur paye le plus lourd tribut à la crise, en perdant un quart de ses effectifs depuis 2008 à La Réunion. Le secteur résiste mieux en métropole (- 6,3 % sur cinq ans).

L'emploi régional résiste mieux à la crise

Toutefois sur les cinq dernières années, l'emploi a augmenté de 2,5 % à La Réunion, plus favorablement qu'en métropole (+ 1,0 %). Cependant ces bonnes performances ne suffisent pas à faire baisser le taux de chômage à La Réunion qui reste stable depuis quatre ans autour de 29 %. Le secteur des services marchands demeure sur cinq ans le moteur de l'emploi insulaire (+ 12,8 %), ce qui a permis, compte tenu de son poids important, d'amortir l'impact de la crise.

En métropole, les services marchands sont également le principal moteur de croissance de l'emploi salarié sur la période (+ 1,3 %). L'emploi se rétracte particulièrement dans l'industrie (- 9,6 %) et plus légèrement dans le commerce (- 1,5 %). Ces deux secteurs résistent un peu mieux à La Réunion (respectivement + 0,7 % et + 0,1 %).

Daniel Ah-Son, Insee



D es contrats aidés plus longs et une forte montée en charge des emplois d'avenir

En 2013, 27 100 emplois aidés ont été signés à La Réunion, soit une légère baisse par rapport à 2012 avec de notables changements dans le type de contrats.

Le nombre de contrats aidés non marchands (CUI-CAE) reste très important avec 21 600 contrats conclus dans l'année. Les principaux recruteurs sont toujours les collectivités territoriales et les associations.

Ces contrats ont connu une très forte réorientation avec des durées plus longues dans une perspective de meilleure insertion et d'une professionnalisation accrue. Ainsi, leur durée moyenne est passée de 6,7 mois en 2012 à 9,5 mois en 2013. Les femmes en sont les principales bénéficiaires avec 54 % des contrats. Les séniors, âgés de 50 ans ou plus, bénéficient de 17 % des contrats signés. Avec plus de la moitié des bénéficiaires ayant un niveau de formation inférieur au CAP-BEP, le CUI-CAE s'adresse particulièrement aux personnes sans diplôme.

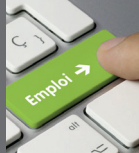
Par ailleurs, 2 500 contrats aidés ont été signés en 2013 dans le secteur marchand, soit une baisse de 26,8 % sur un an. Fortement utilisés par le secteur associatif en 2012, ces contrats avaient alors augmenté de 44 %. En 2013, les entreprises en ont presque exclusivement été les seules utilisatrices. Les bénéficiaires des contrats aidés marchands (CAE-DOM) sont plus souvent des hommes (58 %). Un peu plus d'un quart des contrats ont été signés par des jeunes de moins de 25 ans et 9 % par des séniors. Le niveau de formation des bénéficiaires est sensiblement le même que celui des demandeurs d'emploi avec 39 % de personnes ayant un niveau inférieur au CAP-BEP.

La mesure « emplois d'avenir » [encadré] s'est traduite par 2 900 embauches en 2 013 dont 240 dans le secteur marchand, avec une montée en charge à compter du second semestre. Les bénéficiaires d'emplois d'avenir non marchands sont majoritairement des femmes (57 % des contrats). Le niveau de formation initial des bénéficiaires est plus élevé que celui des contrats aidés puisque 36 % ont un niveau baccalauréat et 11 % au moins un niveau BAC+2. A *contrario* les bénéficiaires d'un emploi d'avenir dans le secteur marchand sont plutôt des hommes (63,4 %). Leur niveau de formation initial est sensiblement plus élevé avec 37 % de niveau baccalauréat et 17 % de niveau BAC+2.

Pascale Fauvet, Dieccte

Les emplois d'avenir

Les emplois d'avenir sont entrés en vigueur le 31 octobre 2012. Ces emplois prennent la forme d'un CUI-CAE (contrat d'accompagnement à l'emploi) ou d'un CAE DOM (contrat d'accès à l'emploi) associé à un CDI ou un CDD de trois ans à temps complet. Ils s'adressent aux jeunes de 16 à 25 ans sans emploi, sans qualification ou peu qualifiés, aux jeunes de moins de 30 ans bénéficiant de la reconnaissance de qualité de travailleur handicapé (RQTH) pas ou peu qualifiés et, à titre exceptionnel, aux jeunes ayant commencé des études supérieures et rencontrant des difficultés particulières d'insertion (DOM, zones urbaines sensibles, zones de revitalisation rurale). Un suivi personnalisé professionnel, et le cas échéant social, est assuré auprès du jeune pendant le temps de travail.



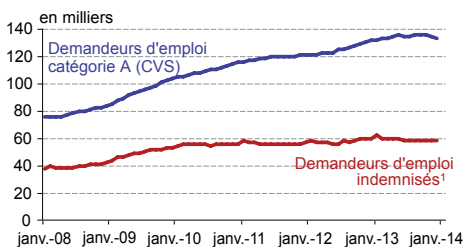
La demande d'emploi ralentit en 2013

Fin 2013, 133 010 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, c'est-à-dire en recherche d'emploi, disponibles et sans aucune activité. Ce nombre a augmenté de 1,3 % par rapport à fin 2012. La hausse de la demande d'emploi ralentit nettement, avec un rythme mensuel moyen de + 0,1 % sur l'année 2013 après + 0,8 % en 2012. En France, la hausse de la demande d'emploi de catégorie A est plus accentuée (+ 5,7 % sur un an). Avec la prolongation de la crise, le nombre d'allocataires de l'assurance chômage diminue nettement avec 1 500 bénéficiaires de moins (- 2,7 %). *A contrario* le nombre de personnes relevant de la « solidarité État » (allocation spécifique de solidarité principalement) croît toujours plus rapidement (+ 10,4 %).

Particulièrement touchés par la dégradation du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus augmente de 12,7 % en un an. Leur nombre - 25 820 fin 2013 - a plus que triplé depuis janvier 2008. Cette forte hausse s'explique en partie par l'arrêt progressif de la dispense de recherche d'emploi (DRE), qui concernait les plus âgés (55 ans ou plus). Depuis janvier 2012, la DRE n'existe plus et le nombre de demandeurs séniors continue d'augmenter en raison de la dégradation du marché du travail, du vieillissement de la population active et de l'allongement de la durée d'activité.

La demande d'emploi des hommes (+ 1,4 % en 2013) augmente sensiblement, au même rythme que celle des femmes (+ 1,3 %). En revanche, celle des jeunes et des adultes baisse sensiblement avec respectivement - 1,6 % et - 0,9 %. En effet, depuis la mise en place du dispositif fin 2012, 3 000 jeunes ont bénéficié d'un emploi d'avenir en plus des 22 000 Contrats uniques d'insertion (CUI) signés en 2013.

❖ Graphique 1- Évolution de la demande d'emploi et de l'indemnisation à La Réunion



1. Demandeurs d'emploi bénéficiant de l'assurance chômage, de financements de l'État (fonds de solidarité etc.) ou de rémunération de formation de Pôle emploi

Sources : STMT, Pôle emploi, Dares, Assedic

Au 2^e trimestre 2013, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) reste stable à 29,0 %. L'écart des taux chômage masculins et féminins se réduit nettement en raison de la diminution du taux de chômage féminin à 29,7 % en 2013 contre 30,6 % en 2012. Cependant, les jeunes femmes (15-24 ans) sont très fortement touchées par le chômage avec un taux de 60,6 %. La durée moyenne de chômage, déjà très élevée à La Réunion, s'allonge d'un mois et demi en 2013 pour atteindre 36 mois. De fait, 51 % des personnes ayant déclaré être au chômage en 2012 le sont encore en 2013.

Dans le même temps, le halo autour du chômage se réduit de 11 % : 42 000 personnes sans emploi souhaitent travailler mais ne sont pas considérées comme chômeur au sens du BIT : elles ne font pas de démarches actives de recherche d'emploi, ou ne sont pas immédiatement disponibles pour travailler. Au total, 144 000 personnes (au chômage ou dans le halo) souhaitent travailler en 2013, soit une baisse de 1,8 % sur un an.

Pascale Fauvet, Dieccte



Les allocataires de minima sociaux toujours plus nombreux

En 2013, 161 540 personnes sont allocataires d'une prestation considérée comme minimum social à La Réunion, soit une augmentation de 3,8 % en un an. Depuis 2010, près de 20 000 allocataires supplémentaires bénéficient d'un minimum social (+ 14,2 %). Le montant des prestations versées atteint 938 millions d'euros en 2013. Il augmente de 6,0 % en un an, sous l'effet conjugué de la revalorisation des prestations et de l'augmentation du nombre d'allocataires.

Des allocataires du RSA de plus en plus nombreux malgré la stabilisation du chômage

Six allocataires sur dix perçoivent le RSA socle (ou socle+activité). Leur nombre augmente de 4,9 % en 2013, après + 4,7 % en 2012. Après une relative stabilité qui a précédé le changement de dispositif (auparavant RMI-API) début 2011, le nombre d'allocataires du RSA croît sensiblement chaque année. La stabilisation du taux de chômage sur quatre ans autour de 29 % n'a pas permis de ralentir la progression

de ce dispositif, notamment en raison de l'allongement de la durée de chômage et de nouvelles dispositions réglementaires qui ont élargi l'accessibilité. Ainsi, depuis 2011, les jeunes de moins de 25 ans peuvent y prétendre dès lors qu'ils ont exercé une activité professionnelle durant deux ans au cours des trois dernières années.

Dans le cadre de la conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale de décembre 2012, une revalorisation de 10 % du RSA socle a été annoncée sur cinq ans, en plus de l'indexation annuelle sur l'inflation. La 1^{re} revalorisation (+ 2 %) a été appliquée au 1^{er} septembre 2013. Le RSA atteint 493 euros pour une personne seule sans aide au logement.

Le nombre d'allocataires des différents dispositifs de solidarité est soumis aux changements institutionnels. Sous l'effet de l'allongement de la durée d'activité, des transitions se dessinent mécaniquement entre les différents types de minima sociaux qui couvrent les séniors les plus démunis.

❖ **Tableau 1**- Allocataires de minima sociaux à La Réunion en 2013

	Allocataires au 31/12		Montants	
	2013 (nombre)	Variation 2013/2012 (%)	2013 (millions d'euros)	Variation 2013/2012 (%)
Ensemble prestations¹, dont :	161 535	3,8	938,3	6,0
RSA socle (ou socle+activité)	94 839	4,9	525,5	7,8
Allocations chômage du régime de solidarité, dont :	18 700	10,4	104,3	8,8
- allocation de solidarité spécifique (ASS)	18 500	10,8	103,4	9,1
Revenu de solidarité (RSD)	5 944	-5,4	36,2	-5,5
Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)	26 307	-3,4	140,7	0,0
Allocation aux adultes handicapés (AAH)	15 504	7,0	130,2	7,3

1. Un allocataire peut cumuler plusieurs prestations. D'autre part, certaines allocations ne sont pas détaillées dans ce tableau.

Sources : Caisse des dépôts et consignations de Bordeaux ; CAF Réunion ; Pôle emploi ; CGSS

Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) augmente de nouveau fortement en 2013 (+ 10,8 %), après + 10,6 % en 2012 et + 16,2 % en 2011. L'ASS couvre le champ des chômeurs de longue durée qui ont épuisé leurs droits. Elle concerne notamment des séniors dont la durée d'activité augmente avec le recul progressif de l'âge de la retraite, mais qui ne retrouvent pas d'emploi. En 2013, 43 % des allocataires de l'ASS à La Réunion ont plus 50 ans.

Le nombre d'allocataires du RSO diminue régulièrement depuis 2010 (- 5,4 % en 2013), malgré les revalorisations de l'allocation, notamment en janvier. La prestation est recentrée sur une population moins nombreuse, l'âge minimum pour en bénéficier ayant été relevé à 55 ans en 2011. Le RSO, prestation spécifique aux DOM, permet d'accéder à un revenu amélioré à hauteur de 501 euros en 2013, versé jusqu'à l'âge de la retraite sous réserve que l'allocataire s'engage à quitter le marché de l'emploi et de l'insertion.

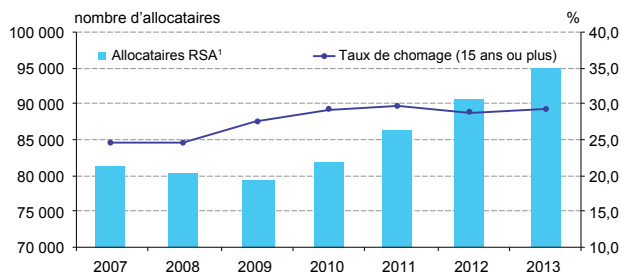
Nouveau recul de l'Aspa

Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) recule aussi, tant en raison de l'allongement progressif de l'âge de la retraite qu'en raison d'une amélioration progressive des droits acquis dans les différents régimes de retraite. L'Aspa concerne désormais 26 300 personnes, en diminution de 3,4 % en un an, après - 3,2 % en 2012. Le montant maximum de l'Aspa pour une personne seule s'élève à 787 euros par mois au 1^{er} avril 2013, en augmentation de 1,3 %.

Enfin, le nombre d'allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) est toujours en forte augmentation (+ 7,0 %, soit 1 000 allocataires supplémentaires), en raison d'un nombre croissant de dossiers instruits. Par ailleurs, la réforme amorcée en 2008 et visant à augmenter l'allocation de 25 % en cinq ans s'est achevée en 2012. Le montant de l'allocation a néanmoins été revalorisé de 1,75 % en septembre 2013. Le montant de l'AAH passe ainsi de 777 euros à 790 euros.

Véronique Daudin, Stéphanie Lieutier,
Insee

❖ Graphique 1- Évolution du RSA et du taux de chômage depuis 2007



1- avant 2010, cumul RMI + API (allocation de parent isolé) pour assurer la comparaison

Sources : CAF Réunion ; Insee



Nouvelle baisse des revenus agricoles

La valeur de la production agricole, qui avait frôlé 400 millions d'euros sur les deux exercices précédents, diminue légèrement de 1,1 % en 2013, et s'établit à 395 millions d'euros. Le renchérissement des matières premières se poursuit et entraîne une nouvelle baisse des revenus.

La production de canne à sucre reste prépondérante (131 millions d'euros) mais les résultats de la campagne sont moins bons (- 2,6 %). Les autres productions végétales (fruits, légumes et horticulture) progressent de 2,2 % en 2013, pour atteindre 150 millions d'euros. Enfin, la production de l'élevage (110 millions d'euros) recule de 3,7 % sur un an.

Les productions végétales se maintiennent

Le début de la campagne est marqué par deux épisodes cycloniques en janvier, Dumilé et Felleng. Le manque de produits se fait rapidement sentir et les cours augmentent significativement jusqu'à la fin du premier trimestre. Dès le mois d'avril, les tarifs reviennent à la normale, avec une offre en fruits et légumes étoffée. Malgré ces aléas climatiques, la valeur de la production végétale se maintient sur l'année 2013 au niveau de 2012 (281 millions d'euros).

❖ **Tableau 1**- Valorisation de la production agricole

millions d'euros

	2010	2011	2012 ¹	2013 ²	Évolution 2013/2012 (%)
Canne à sucre	130,3	132,7	134,3	130,8	-2,6
Fruits, légumes et tubercules	120,1	122,9	123,0	126,3	2,7
Autres productions végétales	24,1	24,1	24,0	24,0	0,0
Bétail	40,3	43,3	43,4	37,8	-12,9
Volailles, œufs	55,8	60,1	58,3	60,2	3,3
Autres produits de l'élevage	12,8	12,8	12,5	12,0	-4,0
Total production de biens³, dont :	383,4	395,9	395,5	391,1	-1,1
- production végétale	274,5	279,7	281,3	281,1	-0,1
- production animale	108,9	116,2	114,2	110,0	-3,7
Activité principale de travaux agricoles	4,0	4,0	4,0	4,0	0,0
Valeur totale de la production	387,4	399,9	399,5	395,1	-1,1
Consommations intermédiaires	175,4	194,3	207,7	213,8	2,9
Valeur ajoutée brute	212,0	205,6	191,8	181,3	-5,5
Revenu net d'entreprise agricole	156,2	149,3	134,3	123,9	-7,7
Résultat agricole⁴	211,0	204,6	190,6	180,8	-5,1

1. Chiffres semi-définitifs

2. Chiffres provisoires

3. Y compris aides directes aux productions (aides canne dont recette bagasse-énergie, aides POSEI à la production, ADMCA, PPR, PAB) ; hors subventions (ICHN, MAE, calamités)

4. Correspond à la valeur totale des productions et subventions (ICHN, MAE, calamités) diminuée des consommations intermédiaires, impôts et amortissements

Source : Agreste, Daaf Réunion

Les résultats de la campagne cannière sont pourtant moins bons qu'en 2012 : le tonnage de canne produit diminue de 118 000 tonnes. Il s'établit à 1 717 665 tonnes, ce qui est inférieur à la moyenne décennale. En revanche, la richesse en sucre est de bon niveau à 14,1 %, supérieure à la moyenne décennale (13,9 %). Cette bonne concentration en saccharose permet de compenser partiellement les pertes en volume. La production de sucre s'élève à 198 000 tonnes. Au final, la valeur économique de la production de canne ne perd que 2,6 %.

La valeur de la production animale perd 4 millions d'euros en 2013, suite à la baisse des volumes traités. La filière porcine est particulièrement concernée (- 2 000 tonnes).

Nouveau renchérissement des consommations intermédiaires

Comme en 2012, l'exercice 2013 est marqué par le renchérissement des consommations intermédiaires. Cette hausse concerne principalement les postes « aliments pour animaux » (+ 3 millions d'euros), dont le prix suit celui des céréales, et dans une moindre mesure les « engrais et amendements » (+ 2 millions d'euros). Les filières viandes (volailles, porcs, bovins) et lait sont donc les plus impactées par la hausse des matières premières.

Toutefois, les consommations intermédiaires progressent moins qu'en 2012 (+ 2,9 % en 2013 après + 6,8 %) mais elles génèrent plus de 6 millions d'euros de charges d'exploitation supplémentaires. Les consommations intermédiaires représentent désormais plus de 54 % de la valeur totale de la production contre 45 % pour l'exercice 2010.

Dans ce contexte difficile, la valeur ajoutée brute diminue de 10,5 millions d'euros en 2013 et s'élève à 181,3 millions d'euros. Le résultat agricole recule également (- 5,1 %) et s'établit désormais à 180,8 millions d'euros.

Lionel Levet, Daaf

DEFI : installer 140 éleveurs en 10 ans et contribuer à la baisse des prix

Le programme DEFI - Développement Élevages Filières Interprofessionnelles - est le fruit d'une concertation de l'ensemble des acteurs de la filière animale (proviensiers, producteurs, transformateurs, distributeurs et importateurs) dans le cadre des États généraux de l'outre-mer. Entré dans sa phase opérationnelle en janvier 2011, il court sur une période de dix ans avec comme objectifs :

- Installer 140 nouveaux éleveurs ;
- Apporter du pouvoir d'achat aux Réunionnais grâce à une baisse des prix pérenne allant de 7 % à 23 % sur près d'une centaine de produits locaux ;
- Inciter à la préférence régionale dans l'acte d'achat pour stimuler la production locale, développer les filières et accroître les emplois ;
- Développer le partenariat des filières locales avec le marché des collectivités, du CHR et des boucheries traditionnelles en leur proposant des produits à des tarifs spécifiques.

Après trois années de mises en œuvre DEFI et avec le soutien de l'Union européenne (POSEI et FEADER), le bilan réalisé est globalement positif :

- Plus d'accessibilité des produits locaux : 43 % des consommateurs affirment acheter plus de produits locaux grâce à DEFI (*source : étude LH2 réalisée en mars 2014*) ;
- Plus de demande donc plus de volumes commercialisés : + 21 % de produits DEFI commercialisés depuis 2011 (par exemple + 31 % pour les produits de volaille, + 29 % pour les produits laitiers frais) ;
- Plus d'emplois : 87 éleveurs installés dans les filières dont 19 éleveurs DEFI en production depuis 2011 et 21 DEFI supplémentaires d'ici 2014 ;
- Plus de structuration : augmentation du poids des filières organisées dans la production locale totale (par exemple + 2 points pour le bœuf, + 3 points pour le porc) ;
- Plus d'investissements productifs : 74 millions d'euros investis dans les filières animales, dont 52 millions d'euros sur fonds propres.



L'activité se contracte de nouveau en 2013

En 2013, l'activité du BTP reste tendue. Après un léger rebond en 2011, le chiffre d'affaires de la filière baisse pour la deuxième année consécutive. En effet, après un recul de 4,3 % en 2012, il chute de 8,3 % en 2013. Estimé à 1,2 milliard d'euros, le chiffre d'affaires du BTP atteint son niveau le plus bas depuis 2004.

Alors que la commande publique et la construction de logements sociaux se maintiennent sur la période 2012-2013, c'est le recul de la construction privée et particulièrement de la construction de logements libres et intermédiaires qui est à l'origine de cette baisse d'activité. La promotion privée est confrontée à une fiscalité moins attractive depuis la réorientation de la défiscalisation vers le logement social (Lodéom). Elle ne cesse de se contracter depuis les années phares d'avant 2009 où la construction de logements atteignait des records avec la défiscalisation Girardin.

La commande publique génère 83 % du chiffre d'affaires

Par ailleurs, la dépendance de l'activité à la commande publique s'est fortement accrue au fil des ans. Ainsi, en 2013, la commande

publique est à l'origine de 83 % de l'activité de la filière. Le logement social, grâce au levier Ligne Budgétaire Unique (LBU) associé à la défiscalisation, contribue pour sa part à 34 % de l'activité. L'activité générée par la production de logements sociaux a été ainsi estimée à 395 millions d'euros.

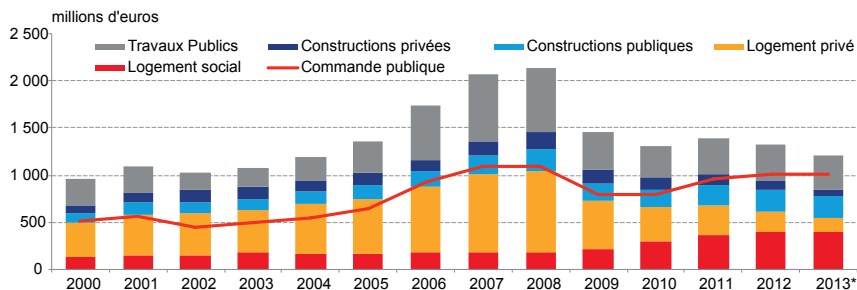
En 2013, 113 opérations représentant 4 500 logements sociaux ont reçu un ordre de service de démarrage synonyme de leur mise en chantier (y compris la période de préparation). Parallèlement, 3 300 logements sociaux ont été livrés soit le niveau le plus élevé depuis 2001. La livraison de logements sociaux croît chaque année depuis 2011.

Ainsi, depuis cinq ans, cette production a permis la livraison de plus de 13 000 logements sociaux neufs et de répondre en partie au besoin des familles réunionnaises éligibles à un logement social. Néanmoins, près de 20 000 demandes de logements sont encore en attente au 1^{er} janvier 2014.

Le génie civil particulièrement dynamique

Sur l'année 2013, le génie civil se distingue par son dynamisme. Ainsi, en ce qui concerne les réalisations, cette activité a généré 78,8 millions

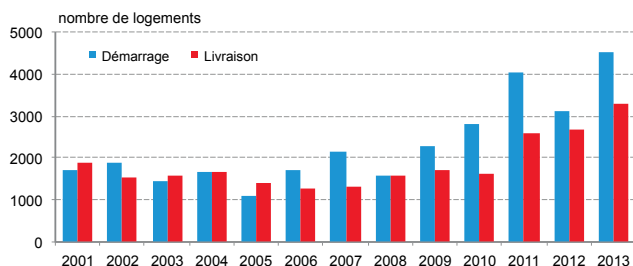
❖ Graphique 1 - Évolution du chiffre d'affaires du BTP à La Réunion



Source : CERBTP

(*) prévisions pouvant être modifiées

❖ Graphique 2 - Évolution des mises en chantier et des livraisons de logements sociaux (secteur groupé)



Source : Deal SHLS, CERBTP;
Rapport Silogia 2013

d'euros de crédits de paiement, ce qui correspond à une augmentation de plus de 38 % par rapport à 2012.

Parmi les chantiers majeurs de l'île, les investissements mandatés pour l'aéroport Roland Garros ont permis la réfection d'enrobés sur l'aérodrome, l'élargissement des pistes, le renouvellement des signalisations et la création d'un nouveau réseau d'assainissement et de récupération des eaux pluviales, pour un total de 29,6 millions d'euros.

Les différents programmes de gestion de l'eau du Département ont également contribué à plus de 43 % des crédits de paiement dans le domaine du génie civil en 2013. Le projet Irrigation du littoral Ouest (ILO), qui consiste à transférer les quantités d'eau nécessaires aux besoins de la région Ouest à partir des rivières de l'Est de La Réunion, a continué de générer de l'activité. Ainsi, les deux grands chantiers de mise en place des chaînes de refoulement des antennes 2 et 7, démarrés en 2011 et 2012, ont bénéficié d'un investissement total de 34,1 millions d'euros.

L'année 2013 a aussi vu naître le Grand port maritime de La Réunion (GPM-Réunion). En effet, le « port de La Réunion » a été transformé dans le cadre de la loi du 22 février 2012 portant sur la réforme des ports d'outre-mer. Depuis la création de cette nouvelle entité portuaire, plusieurs projets ont été réalisés comme la création de la darse de grande plaisance ou encore la modernisation des installations de production de froid (entrepôts fri-

gorifiques). Avec des crédits de paiement à la hausse par rapport à 2012 (+ 11 %) et des dépenses importantes engagées sur le dernier trimestre 2013, le GPM-Réunion devrait voir son niveau d'investissement s'accélérer durant les prochaines années.

Murielle Pougavanon Legros,
Julien Javary, CERBTP

Définitions :

Logement intermédiaire : il est défini selon deux critères :

- le montant du loyer pratiqué doit être supérieur à celui d'un logement conventionné (fixé par mètre carré de surface habitable), mais inférieur à celui d'un loyer libre (fixé selon le marché local) ;
- les ressources du locataire ne doivent pas dépasser un plafond réglementaire déterminé en fonction de la composition du ménage mais sont forcément supérieures à celles requises pour un logement social.

Secteur groupé : en matière de logement social, le secteur groupé comprend les logements locatifs sociaux ou très sociaux (LLS ou LLS), les prêts locatifs sociaux (PLS), les réhabilitations (REHA) et les logements évolutifs sociaux groupés (LESG).

Crédits de paiement : ils correspondent aux montants payés ou ordonnancés en paiement pendant l'année par les maîtres d'ouvrage aux entreprises de travaux.



L'alimentation et les services progressent

À u 31 décembre 2013, l'artisanat réunionnais est composé de 14 840 entreprises, soit environ le tiers des entreprises réunionnaises. Les différents corps d'état du bâtiment, avec 40 % des entreprises artisanales, constituent le principal secteur. Les activités de services, qui rassemblent par exemple des mécaniciens automobiles, des taxiteurs, des ambulanciers, des coiffeurs ou encore des photographes, représentent 31 % des entreprises. Enfin les activités de production (dont le travail des métaux et du bois) et les métiers de bouche (boulangerie, pâtisserie, charcuterie, glacier ou snack) représentent respectivement 16 % et 13 % des entreprises de l'artisanat.

L'alimentation et les services en progression, repli dans le bâtiment

Dans un contexte économique encore morose, le nombre d'entreprises artisanales augmente faiblement de 0,8 % en 2013. Cette progression est la plus faible depuis 2009.

Le nombre d'entreprises artisanales augmente en 2013 dans les métiers de l'alimentation (+ 5,8 %) et de services (+ 8,6 %). Depuis quelques années, ces activités peuvent compter sur plusieurs leviers de croissance, comme

❖ **Tableau 1** - Répartition des entreprises artisanales par secteur à La Réunion

Secteur d'activité	entreprises en 2013		Évolution 2013/2012 (%)
	Nombre	%	
Bâtiment	5 980	40	-4,9
Services	4 580	31	8,6
Production	2 400	16	-1,3
Alimentation	1 880	13	5,8
Ensemble artisanat	14 840	100	0,8

Source : Répertoire des Métiers

❖ **Tableau 2** - Statut des entreprises artisanales à La Réunion en 2013

Statut	%
Personnes physiques	61
auto-entrepreneurs	11
entreprises individuelles	50
Personnes morales	39

Source : Répertoire des Métiers

l'augmentation encore soutenue de la population réunionnaise, le développement de la restauration en dehors du foyer ou l'essor des prestations de services de proximité.

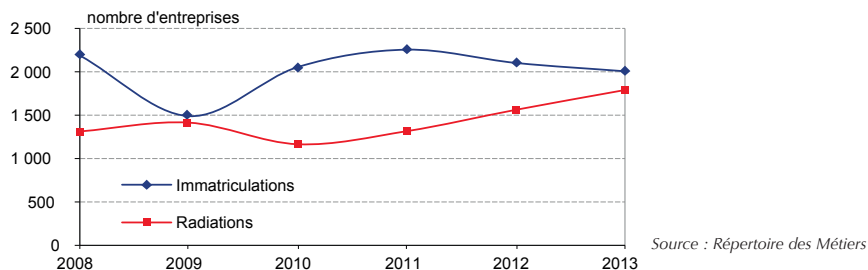
En revanche, dans le secteur productif et surtout dans le bâtiment, le nombre d'entreprises artisanales se contracte. Il recule ainsi de 4,9 % dans le bâtiment en 2013, ce qui constitue la plus forte baisse dans ce secteur depuis 2008. De nombreux artisans ont en effet été contraints de se séparer de leurs employés ou de cesser leur activité, dans un contexte économique difficile.

L'artisanat est majoritairement constitué de chefs d'entreprise qui exercent en nom propre (61 %), dont 11 % d'auto-entrepreneurs. Les formes sociétaires, essentiellement des SARL, représentent 39 % des structures artisanales à La Réunion.

Mouvements d'entreprises : un solde toujours positif au répertoire des Métiers

Les immatriculations au répertoire des Métiers diminuent pour la deuxième année consécutive (- 4,6 % après - 6,8 % en 2012), alors que les fermetures d'entreprises augmentent de nouveau sensiblement (+ 14,6 % après + 18,7 % en 2012). Mais le tissu d'entreprises artisanales continue de progresser, avec un solde de mouvements d'entreprises qui demeure lé-

❖ **Graphique 1** - Évolution des immatriculations et radiations d'entreprises artisanales à La Réunion



gèrement positif. Ainsi, 2 006 nouvelles entreprises ont été immatriculées en 2013 et 1 790 entreprises ont été radiées, soit un solde net de + 216 entreprises.

La part des auto-entrepreneurs dans les créations reste importante (40 %). Mais la croissance rapide et continue des créations sous ce régime s'essouffle. En effet, leur nombre fléchit pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du dispositif en 2009 (- 1,2 %, avec 795 créations en 2013).

Des apprentis plus nombreux

Au 31 décembre 2013, les entreprises artisanales emploient 2 300 apprentis, soit 3,6 % de plus en un an. Cette progression traduit la confiance des professionnels dans cette formule d'embauche qui favorise l'insertion des jeunes sur le marché du travail. La carte pédagogique a par ailleurs été élargie à de nouveaux champs sectoriels (métiers du solaire, environnement, optique, domotique, nutrition-santé), ce qui a favorisé l'embauche. En 2013, 39 % des apprentis préparent un diplôme de niveau IV ou III (BTS).

Nadjib Vali,
Chambre de métiers et de l'artisanat

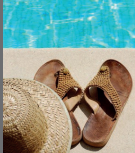
Champ de l'artisanat

Les activités artisanales, transverses à l'industrie, au commerce et aux services, sont définies par la loi selon un double critère de taille et d'activité.

L'appartenance au répertoire des métiers est délimitée par la loi N° 96-603 du 5 juillet 1996. L'artisanat regroupe l'ensemble des personnes physiques ou morales employant au plus 10 salariés au moment de leur immatriculation et exerçant une activité indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services. Au-delà de 10 salariés, le chef d'entreprise peut conserver son inscription au répertoire des métiers, s'il dispose de la qualité d'artisan ou de maître artisan, ou s'il est titulaire d'un brevet de maîtrise.

Sources

Les données sur le nombre d'entreprises, les statuts juridiques, les immatriculations et radiations proviennent du répertoire des Métiers, fichier d'identification des entreprises artisanales. Les effectifs d'apprentis sont issus du recensement effectué par les centres de formation d'apprentis de la Chambre de métiers et de l'artisanat au 31 décembre 2013.



La fréquentation baisse pour la deuxième année consécutive

Avec 416 000 touristes extérieurs en 2013, la fréquentation touristique à La Réunion recule pour la deuxième année consécutive : - 6,8 % après - 5,3 % en 2012. Après une année record en 2011, la fréquentation touristique retrouve le niveau des années 2009-2010. Au niveau mondial, le tourisme croît fortement de 5 % en 2013, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

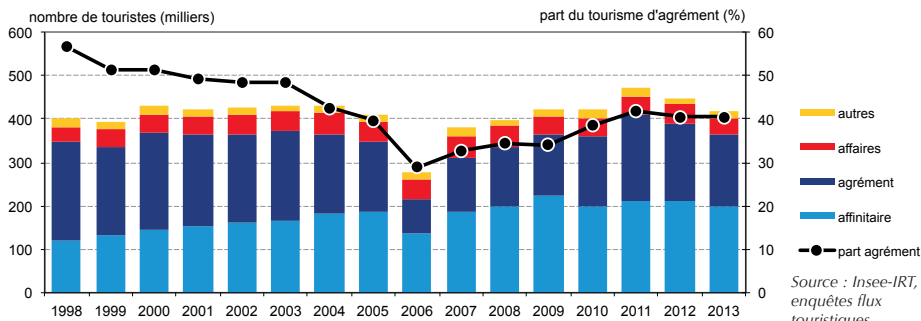
Les touristes en provenance de France métropolitaine restent largement majoritaires (quatre touristes sur cinq) ; ils sont cependant venus moins nombreux qu'en 2012 (- 5 %). Ce recul explique 61 % de la baisse de la fréquentation en 2013. La clientèle métropolitaine diminue également à destination de Maurice (- 5 %, avec 245 000 arrivées), mais progresse aux Seychelles sur des volumes beaucoup plus faibles cependant (+ 11 % avec 35 800 arrivées).

À La Réunion, la fréquentation des autres touristes européens diminue également (- 8 %) alors que le nombre de touristes en provenance de la zone océan Indien se stabilise. Le nombre de touristes en provenance des autres pays, hors Europe et hors océan Indien, chute fortement (- 45 %), surtout en raison de l'arrêt de la desserte aérienne vers l'Océanie au 3^e trimestre 2012.

La part du tourisme d'agrément piétine

Le tourisme d'agrément, qui est motivé essentiellement par la découverte de l'île, recule de 7 % (11 900 personnes). Ce motif de visite concerne 40 % de l'ensemble des touristes en 2013. Au début des années 2000, le tourisme d'agrément représentait encore plus de la moitié des visiteurs. En recul régulier sur la première moitié de la décennie, il atteint son plus bas niveau en 2006 (année du chikungunya), à moins de 30 % des visiteurs.

❖ Graphique 1- Évolution du tourisme à La Réunion par catégorie



Le tourisme affinitaire, motivé principalement par la visite de parents ou amis résidents à La Réunion, diminue également de 6 %. Le tourisme d'affaires chute de 17 % après avoir plutôt bien résisté en 2012.

Malgré la baisse du tourisme d'agrément, la fréquentation de l'hébergement marchand diminue peu (- 1 %). Les hôtels et les résidences de tourisme subissent particulièrement la désaffection des touristes (- 12 %) mais la fréquentation des autres hébergements marchands (gîtes, locations, refuges, etc.) augmente de 18 %. La location meublée résiste bien également (+ 2 %).

La durée de séjour reste stable

Les touristes sont restés en moyenne 16,7 jours à La Réunion, soit une durée de séjour proche de celle de 2012 (17,1 jours). Ceux qui ont séjourné à l'hôtel y sont restés 6,2 jours en moyenne, contre 6,6 jours en 2012.

Durant leur séjour sur l'île, les touristes ont dépensé 303 millions d'euros, soit 4 % de moins qu'en 2012. En revanche, la dépense moyenne par personne (729 euros) augmente de 3 % en 2013.

Les touristes venus visiter l'île sans attache restent en moyenne une semaine de moins que ceux qui rendent visite à leur famille ou leurs amis. Ils dépensent toutefois une fois et demi plus en moyenne par jour et par personne que les touristes affinitaires.

La destination est toujours appréciée : 96 % des touristes jugent positivement l'intérêt de la destination. Néanmoins, ils sont moins unanimes quant à la qualité du transport aérien et surtout sur l'appréciation du rapport qualité-prix : 29 % des touristes le considèrent moyennement satisfaisant et 8 % l'estiment insatisfaisant.

Françoise Legros, Insee

La fréquentation des hôtels classés recule de 3,3 % en 2013

(Enquête de fréquentation hôtelière 2013)

L'activité faiblit en 2013 dans l'hôtellerie classée réunionnaise. Avec 814 300 nuitées, la fréquentation hôtelière recule de 3 % pour la deuxième année consécutive. Cette fréquentation correspond au nombre de nuits passées à l'hôtel, que les clients résident ou non à La Réunion.

La fréquentation se dégrade de façon constante sur les deux premiers trimestres 2013 (- 4%). Elle se stabilise au 3^e trimestre pour finir en recul à la fin de l'année.

Le recul de la fréquentation affecte plus particulièrement les hôtels 3 étoiles (- 9 %) mais aussi les hôtels de 1 ou 2 étoiles (- 4 %). Seuls les hôtels de catégorie supérieure bénéficient d'un regain d'activité, avec une fréquentation en progression de 5 %. Les régions Ouest et Sud concentrent l'essentiel de la baisse de la fréquentation annuelle (- 4 %).

Sur l'ensemble de l'île, le taux d'occupation des hôtels est stable en 2013 (- 0,2 point) et s'élève à 62,4 %. Durant l'année, 2 117 chambres ont été disponibles en moyenne chaque jour dans les hôtels classés, en léger recul (- 0,4 %). Le nombre de chambres occupées recule également légèrement de 0,7 %.

Avertissement

Les résultats sont publiés dans la nouvelle classification qui est entrée en vigueur en juillet 2012.

42 établissements parmi les 59 de l'île ont été reclassés à ce jour : 33 ont confirmé leur précédent classement, 9 ont changé de catégorie (2 hôtels sont passés de deux à trois étoiles, 5 hôtels sont passés de trois à quatre étoiles, 2 hôtels sont passés de quatre à cinq étoiles). Pour les 8 hôtels non reclassés, l'ancienne catégorie est actuellement conservée.

De plus, 9 nouveaux établissements entrent dans le champ de l'enquête. Leurs données seront prises en compte lorsque des éléments de comparaison sur un an seront disponibles.



L'activité des banques se redresse progressivement

L'amélioration progressive du climat des affaires à partir de mi-2013 ne se traduit pas encore par une reprise franche de l'activité du système bancaire, même si elle s'améliore en fin d'année. Les actifs financiers progressent plus rapidement que les années précédentes (+ 4,7 %), mais l'augmentation des crédits consentis à l'économie reste mesurée (+ 1,5 %). Le risque de crédit porté par le système bancaire local continue de diminuer, et son coût désormais très faible ne grève plus le résultat net. Dans ce contexte, les établissements de crédit retrouvent un niveau de rentabilité proche de celui qu'ils présentaient avant la crise, malgré la baisse de leur produit net bancaire.

L'épargne poursuit sa progression

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progressent de 4,7 % en 2013 et dépassent en fin d'année le seuil de 12 milliards d'euros. La collecte nette d'épargne (différentiel d'encours) s'établit à 540 millions d'euros, soit 27,0 % de plus qu'en 2012. Bien qu'elle se renforce progressivement, la collecte nette reste très limitée comparativement aux niveaux observés avant la crise des années 2008-2009, où elle pouvait dépasser le milliard d'euros.

La préférence pour les actifs les plus liquides reste marquée, et se traduit par la bonne tenue des dépôts à vue qui, toutes clientèles confondues, progressent de 7,5 % sur l'année.

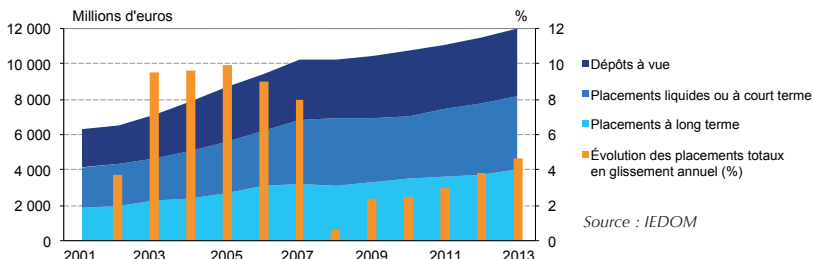
Les placements sur des comptes d'épargne à régime spécial continuent eux aussi de progresser rapidement, toujours soutenus par l'épargne sur livrets A (+ 12,7 % sur un an) et sur livrets de développement durable (+ 15,7 %). Les relèvements successifs des plafonds de ces livrets ont permis d'accentuer leur rythme de collecte, en dépit de la relative faiblesse des taux de rémunération associés.

L'épargne à long terme augmente pour sa part modérément (+ 2,1 % en glissement annuel), grâce notamment à la revalorisation en fin d'année de l'épargne en action. Les épargnants, dans un contexte économique toujours incertain, continuent donc à privilégier la sécurité offerte par les produits d'épargne ou les placements à terme, plutôt que les placements boursiers ou sous forme d'OPCVM.

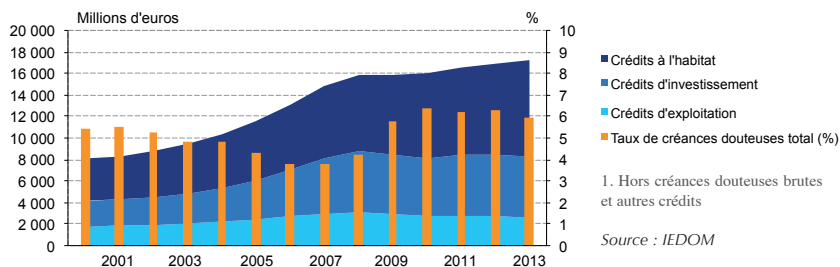
Le financement des ménages s'essouffle

Les crédits consentis à l'économie progressent de 1,5 % sur un an, soit un rythme inférieur à celui de 2012 (+ 2,2 %). Le ralentissement constaté depuis 2009 résulte d'une moindre demande de crédit dans un environnement économique dégradé, conjuguée à une plus grande aversion au risque de la part des établissements de crédit. Tous les types de crédits et toutes les clientèles sont concernés, à des degrés divers. Les entreprises en premier lieu restent peu enclines

❖ Graphique 1- Évolution des placements totaux à La Réunion



❖ Graphique 2- Évolution des principaux concours financiers¹ à La Réunion



à investir, et sont fragilisées financièrement pour nombre d'entre elles. La solvabilité des ménages se dégrade également. Enfin, la demande de financement des collectivités ralentit elle aussi, essentiellement en raison de la diminution de leurs marges de manœuvre financière.

L'encours brut total des crédits à l'économie dépasse désormais le seuil de 18 milliards d'euros. Contrairement aux années précédentes, les financements consentis aux entreprises augmentent plus rapidement que ceux consentis aux ménages. Ces derniers pâtissent toujours de la baisse des crédits à la consommation, qui s'intensifie en 2013 (- 2,8 %) et n'est que partiellement compensée par la progression des crédits à l'habitat (+ 2,4 %). Les financements aux entreprises bénéficient de la forte hausse des crédits immobiliers (+ 12,4 %). Leurs crédits d'exploitation et d'investissement sont en retrait, respectivement de - 4,8 % et - 3,5 %, mais se redressent en fin d'année.

Le produit net bancaire est en repli

Le produit net bancaire (PNB) des quatre principales banques implantées à La Réunion (BNPPR, BR, CRCAMR et BFCOI) diminue de 3,1 %, en raison de la baisse conjuguée de la marge nette sur intérêts et des services financiers facturés. Suite à l'augmentation des volumes et à la diversification de l'offre (services d'assurance, de téléphonie, etc.), les commissions progressent légèrement malgré la baisse volontaire ou réglementaire de nombreux tarifs bancaires. À l'inverse, le PNB des sociétés financières (sociétés

de crédit et de crédit-bail, sociétés d'affacturage, etc.) progresse, leurs charges d'exploitation diminuant plus fortement que leurs produits.

Les créances douteuses sont en baisse sensible

Le risque de crédit porté par le système bancaire local, qui s'était fortement aggravé au plus fort de la crise financière, diminue depuis mi-2012. Sur l'année 2013, les encours douteux bruts reculent ainsi de 3,9 %, à 1,1 milliard d'euros. Ceux portés par les établissements de crédit locaux représentent 5,7 % de leur encours total, soit 0,3 point de moins qu'en 2012. Si le niveau de risque reste élevé (il s'élevait à moins de 4 % fin 2007), son coût est désormais résorbé. Le coût net du risque (différence entre les nouvelles dotations et les reprises sur provisions) baisse ainsi fortement, et devient même négatif pour certains établissements de crédit. Cette baisse du coût du risque permet au résultat net des principales banques de retrouver son niveau d'avant la crise (81 millions d'euros de résultat net cumulé en 2013). Le coût du risque des sociétés financières est en revanche à nouveau positif, leurs pertes nettes sur créances irrécouvrables étant plus importantes que leurs reprises sur provisions. De ce fait, et malgré la hausse de leur PNB et de leur résultat d'exploitation, la rentabilité des sociétés financières faiblit. Leur résultat net s'établit à 49,7 millions d'euros, en baisse de 6,8 %.

Service « Études et suivi des établissements de crédit »,
Agence IEDOM de La Réunion



L a croissance stagne à Maurice

À Maurice en 2013, quelques secteurs liés à l'exportation réalisent une meilleure performance qu'en 2012, notamment le tourisme et le textile qui renouent avec la croissance. Cependant, le fléchissement de l'activité dans les autres secteurs conduit à une stagnation de la croissance : le Produit intérieur brut (PIB) progresse de 3,2 % en volume, au même rythme qu'en 2012.

En valeur, le PIB augmente de 6,6 % en 2013 et atteint 366 milliards de roupies (9 milliards d'euros). Le PIB par habitant progresse un peu moins vite (+ 6,2 %) et s'élève à 282 671 roupies en 2013 (6 962 euros).

La croissance de la consommation finale fléchit. Elle passe de + 2,8 % en 2012 à + 2,3 % en 2013, suite au net ralentissement de la croissance de la consommation des administrations

publiques. La consommation des ménages s'accroît en effet de 2,6 % (+ 2,7 % en 2012), tandis que celle des administrations publiques augmente faiblement de 0,6 % (+ 2,9 % en 2012).

Nouveau recul de l'investissement

L'investissement total recule de nouveau de 3,5 % après - 0,8 % en 2012. Cette dégradation s'explique par la contraction de l'investissement privé et public.

Déjà en baisse en 2012, l'investissement privé diminue de 3,1 % en 2013. La forte croissance dans les matériels de transport résultant de l'achat de bateaux de pêche n'a pas été suffisante pour compenser la baisse des investissements dans le bâtiment non-résidentiel. L'investissement public recule également de 4,9 % après une reprise de 2,9 % en 2012. Cette baisse s'explique principalement par l'achèvement des travaux d'extension de l'aéroport et par le ralentissement du nombre de chantiers sur les infrastructures routières.

Par conséquent, le taux d'investissement diminue une nouvelle fois en 2013 et s'établit à 21,2 % du PIB. Le taux d'investissement recule dans le secteur privé pour la 5^e année consécutive, et s'établit à 16,2 % (17,5 % en 2012). Le taux d'investissement du secteur public baisse à 5,0 %.

Augmentation du déficit des échanges extérieurs

Le déficit des échanges extérieurs augmente et s'élève désormais à 44,7 milliards de roupies contre 41,7 milliards de roupies en 2012. Les échanges progressent en valeur, avec une hausse plus importante des importations (+ 14,2 milliards de roupies) que des exportations (+ 11,2 milliards de roupies). La valeur des biens et services exportés s'élève à 198,9 milliards de roupies. Dans le même temps, 243,6

❖ **Tableau 1- Indicateurs macroéconomiques à Maurice**

	2012	2013 ^(p)
PIB		
en milliards de roupies	343,8	366,5
par habitant (roupies)	266 238	282 671
par habitant (euros)	6 917	6 962
Taux de croissance		
PIB en volume (%)	3,2	3,2
Consommation finale (%)	2,8	2,3
Investissement (%)	-0,8	-3,5
Taux d'investissement (% PIB)	23,0	21,2
Taux d'épargne (% PIB)	14,4	12,8
Solde des échanges extérieurs de biens et services (% PIB)	-12,1	-12,2
Déficit budgétaire (% PIB)	1,8	3,5
Inflation (%)	3,9	3,5
Taux de chômage (%)	8,0	8,0

Source : Statistics Mauritius

(p) provisoire

milliards de roupies de biens et services ont été importés. Le déficit commercial représente 12,2 % du PIB, et se situe quasiment au même niveau qu'en 2012.

Le secteur de la construction continue son déclin

Toutes les branches d'activité bénéficient de la croissance en 2013, à l'exception de la construction. Après la baisse de 3,0 % en 2012, le secteur de la construction recule plus fortement en 2013 (-9,4 %).

L'ensemble des activités agricoles, en recul en 2012, augmente légèrement. La baisse de la culture de la canne est ainsi compensée par la croissance de la culture vivrière et de la pêche. La mauvaise performance de la culture de la canne entraîne la baisse de la production de sucre : 404 713 tonnes ont été produites contre 409 200 tonnes en 2012.

La croissance de l'industrie manufacturière, un des secteurs clés de l'économie mauricienne, est dynamique en 2013. La valeur ajoutée du secteur augmente de 4,5 % à prix constants, après + 2,2 % en 2012. Cependant, la production de produits alimentaires diminue, principalement celle de poisson, tandis que la production de textile et autres produits manufacturiers augmente. Enfin, la construction et réparation des navires bénéficie d'une forte croissance en 2013.

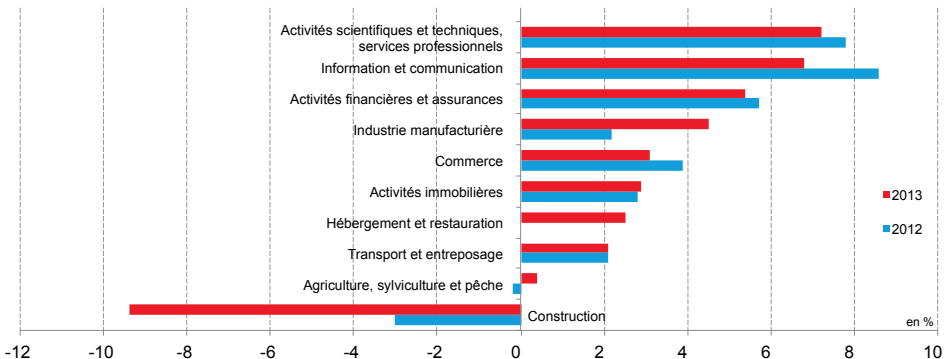
L'hébergement et la restauration, autre secteur clé de l'économie, renoue avec la croissance. Avec 993 100 touristes, la fréquentation touristique augmente de 2,9 % en 2013 (965 400 touristes en 2012). Les arrivées touristiques en provenance de la France et de La Réunion ont été les seules à régresser de respectivement 4,7 % et 0,8 %. Ces baisses sont compensées par des arrivées plus nombreuses en provenance des autres pays européens, de l'Afrique du Sud, ainsi que des trois marchés émergents, notamment l'Inde, la Chine et la Russie. Mais malgré l'augmentation des arrivées, les recettes touristiques reculent de 8,6 %, et s'établissent à 40,6 milliards de roupies contre 44,4 milliards en 2012).

La croissance des autres secteurs d'activités ralentit par rapport à 2012, hors activités immobilières.

Le secteur manufacturier est le premier contributeur à la croissance de l'économie mauricienne en 2013. Il contribue à hauteur de 0,7 point à la croissance totale, de par son poids dans l'économie (16,9 %) et le bénéfice d'une croissance de 4,5 %. La contribution des activités financières et assurances se situe à 0,6 point tandis que le secteur de la construction a un impact négatif de 0,6 point.

Set Fong Cheung Tung Shing,
Statistics Mauritius

❖ Graphique 1- Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur à Maurice



Source : Statistics Mauritius



L'activité économique dans la zone océan Indien est proche de la croissance mondiale

Dans la zone océan Indien, la croissance varie fortement entre l'Afrique du sud, pays de la zone où le Produit intérieur brut (PIB) croît le plus faiblement et le Mozambique, pays le plus dynamique. Les îles voisines sont proches du rythme de croissance mondiale. La croissance reste stable à Madagascar (+ 2,4 % après + 2,5 % en 2012). Les transferts de la diaspora continuent de soutenir l'activité aux Comores où le PIB progresse de 3,5 % en 2013. Le PIB augmente en volume de 3,6 % aux Seychelles où de bons résultats ont été obtenus dans le secteur touristique avec une progression de la fréquentation touristique de 11 %. De plus, la politique monétaire a permis un ralentissement de l'inflation contenue à + 4,3 % en 2013 (après + 7,1 % en 2012). À Maurice, le PIB progresse au même rythme qu'en 2012 (+ 3,2 %).

Après + 3,5 % en 2011 et + 2,5 % en 2012, la croissance du PIB continue de ralentir en Afrique du Sud (+ 1,9 %) en raison de tensions entre patronat et salariés dans le secteur minier, de difficultés associées à l'approvisionnement en électricité, de la faiblesse de l'investissement privé et du manque de confiance des consommateurs et des investisseurs. Le rand, monnaie

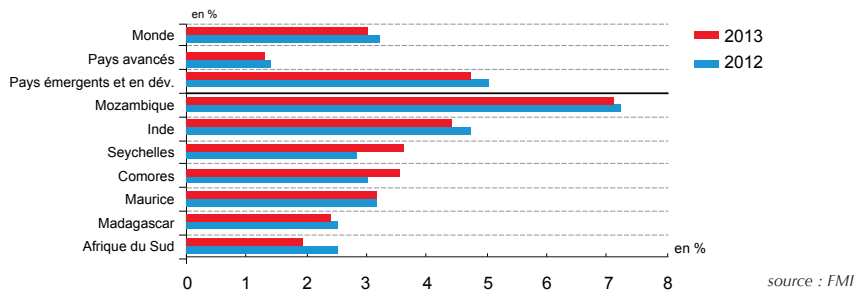
sud-africaine, s'est affaibli en raison du resserrement des conditions monétaires mondiales et de la faiblesse des investissements étrangers. La croissance reste soutenue au Mozambique (+ 7,1 %), toujours portée par des investissements publics rendus possibles par l'exploitation des ressources naturelles (gaz, énergie hydraulique, fer).

L'activité économique s'accélère en Asie au second semestre 2013, dopée par l'accroissement des exportations à destination des pays avancés. La demande intérieure est solide et les ventes de détail dans la plus grande partie de l'Asie s'effectuent à un rythme soutenu. Les exportations, en particulier à destination des États-Unis et de la zone euro, s'intensifient.

La croissance continue de ralentir en Inde et atteint 4,4 % en 2013 (après + 4,7 % en 2012). Les perspectives sont meilleures pour 2014 (prévision à 5,4 %) sous l'effet de la légère accélération de la croissance mondiale, de l'amélioration de la compétitivité des exportations et de la mise en œuvre de grands projets d'investissement.

Hervé Le Grand, Insee (Source FMI)

❖ Graphique 1- Taux de croissance du PIB en volume en 2012 et 2013





Bilan économique 2013 La croissance reste faible

En 2013, la croissance économique réunionnaise reste faible (+ 0,7 %). Si l'investissement redémarre timidement, la consommation des ménages ralentit, bridée par un pouvoir d'achat par habitant qui stagne à + 0,3 %. La masse salariale distribuée progresse de 2,1 % tandis que le montant des prestations sociales ralentit en 2013 (+ 2,8 % après + 4,9 % en 2012). Dans ce contexte, la création d'entreprises ne redémarre pas et le taux de chômage reste stable à 29 %.

Dans l'agriculture, la hausse du prix des matières premières se poursuit entraînant une nouvelle baisse des revenus des producteurs. L'activité du bâtiment se contracte de nouveau en 2013 et la masse salariale versée par le secteur recule de 4,6 % sur un an. La fréquentation touristique baisse également pour la deuxième année consécutive : les dépenses des touristes se contractent de 4 %.

L'artisanat se maintient : le nombre d'entreprises artisanales augmente faiblement (+ 0,8 %). Enfin, l'activité des banques réunionnaises se redresse progressivement.

Au niveau mondial, l'activité ralentit légèrement. En France, elle se maintient à + 0,3 % tandis que le pouvoir d'achat des ménages se stabilise après le net recul de 2012 (- 0,9 %).

Dossier n° 1
Édition 2014

ISSN en cours
ISBN 978-2-11-138241-1
RÉF. DOSSIER1REUNION
Juillet 2014 - Prix 4,50 €



9 782111 382411